

Croissance conjoncturelle :
les 40 heures immédiatement !

Pologne : un nouveau parti
pour quoi faire ?

Suisse - Afrique du Sud :
et ils profitent de l'apartheid

N° 216 / 29 septembre 1979
DIXIEME ANNEE

Fr. 2.-

la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IV^{ème} Internationale

Nicaragua:



page 10

Femmes et mouvement ouvrier:



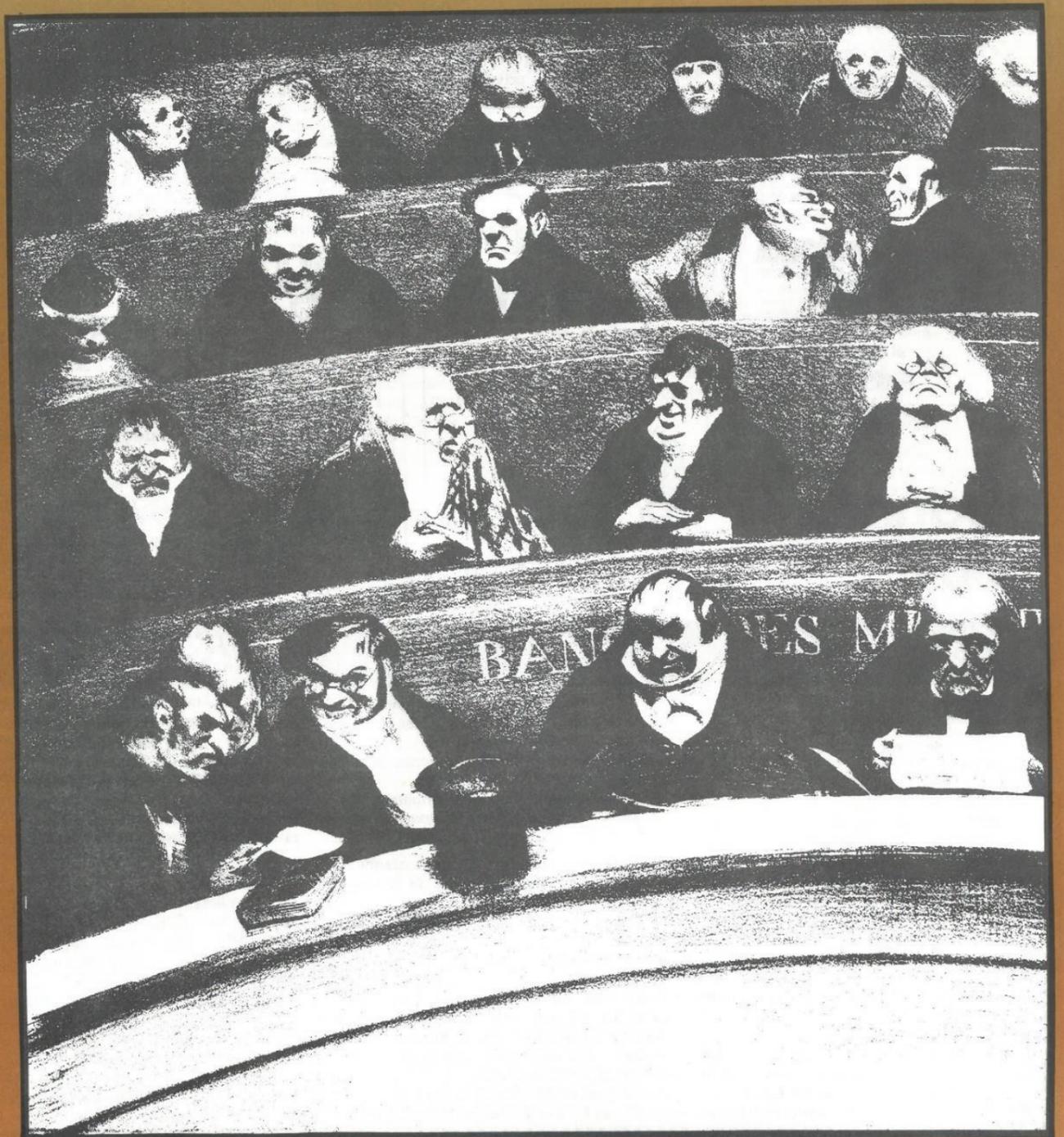
page 9

AVS:



page 5

Les partis bourgeois: les patrons sont leurs maîtres!



sommaire

EDITO

Les radicaux : liberté pour les exploités 3
Nouvelles de la campagne électorale 3
LMR infos 4

SOCIAL

Croissance conjoncturelle : les 40 heures immédiatement 4
Dans les syndicats : congrès de la FOBB 4
Contre les démontages sociaux répétés 5

DOSSIER

L'UDC en déclin 6
Le Parti Libéral 7
PSS : collaboration gouvernementale ou unité ouvrière 8

FEMMES

Le PdT et le féminisme : une liaison dangereuse 9
Le PSS ou le féminisme à pas feutrés 9

INTERNATIONAL

NICARAGUA : les femmes dans la révolution 10
POLOGNE : un nouveau parti pour quoi faire ? 11
GRANDE BRETAGNE : un congrès sans allant 11
SUISSE / AFRIQUE DU SUD : et ils profitent de l'apartheid 12

Solidarité avec le Nicaragua

A Genève, vient de se constituer l'Association Suisse Romande de Solidarité avec le Nicaragua. L'Association a décidé de participer à la construction de l'hôpital de la ville d'Esteli en réponse à la demande écrite d'un représentant du gouvernement nicaraguayen (6 millions de francs). Elle envisage en outre de récolter un maximum de médicaments de première nécessité. Pour commencer la campagne de solidarité, l'Association a déjà tenu des stands notamment à la fête des travailleurs hospitaliers où un de ses membres a été invité à prendre la parole. L'Association veut mener aussi une bataille pour une aide matérielle immédiate du gouvernement suisse au Nicaragua, et contre toute ingérence politique et militaire de l'impérialisme dans ce pays.

A Colombier, l'été est chaud !

Le samedi 8 septembre 1979, un des anciens incul-

pés dans l'affaire de Grandvillard, le lieutenant-colonel De Rougemont organisait la traditionnelle "journée des familles" de l'Ecole de recrues de Colombier. Cette année des recrues, regroupées dans le Comité de Caserne, ont démystifié cette vaste comédie destinée à redorer le blason de l'armée : ils ont rédigé un tract expliquant la réalité de 2 mois de vie de caserne et informant des activités du comité de caserne : d'abord, un journal de caserne fut distribué clandestinement par les recrues elles-mêmes dans les 4 compagnies de la caserne. Ensuite, une pétition fut signée par plus de 300 recrues réclamant notamment la sortie le samedi matin à 7h.30, un temps de travail quotidien ne dépassant pas 9 heures, 4 soirs de sortie au minimum par semaine, 8 heures de sommeil effectives par nuit et la possibilité de prendre une douche quotidienne pendant les heures de travail. Après la journée des parents, 11 recrues ont donné une conférence de presse, pour décrire la vie quotidienne dans la caserne, faite de brimades, d'épuisement, de drill, de chantage, d'insalubrité, d'absence de droits démocratiques, etc. Les soldats expliquèrent leurs actions collectives de résistance et rapportèrent la fouille systématique des affaires personnelles de toutes les recrues : dans des conditions illégales, les officiers ont recherché des "preuves" pour pouvoir "foutre au trou" des

membres du comité de caserne. Nous reviendrons prochainement plus longuement sur les luttes de cet été dans les écoles de recrues.

Solidarité avec la Charte 77 et le VONS : le POP s'engage enfin !

La lettre suivante a été envoyée à l'Ambassadeur de Tchécoslovaquie en Suisse : "Onze responsables de la Charte 77 et du VONS crouissent actuellement dans des prisons tchécoslovaques soi-disant pour atteinte à l'ordre public et pour subversion, alors que leur seul crime est d'exiger une application stricte des lois tchécoslovaques et le respect des libertés démocratiques élémentaires. Ils attendent un procès où ils ne pourront pas être défendus par l'avocat qu'ils avaient choisi, Me Daniz, pour la bonne raison qu'il a été suspendu du barreau. Les organisations jurassiennes soussignées font appel aux autorités tchécoslovaques pour qu'elles permettent la libération immédiate des responsables de la Charte 77 et du VONS injustement incarcérés. Elles réclament également le rétablissement de leur défenseur, Me Daniz, dans ses fonctions. Elles refusent d'accep-

ter que de telles mascarades de justice se déroulent au nom des travailleurs et de leurs intérêts." Elle a été signée par les organisations jurassiennes suivantes : Combat socialiste, Syndicats chrétiens, CRT, Union syndicale, MPF, PS, PCSI et, mais oui, le POP. Espérons que ce premier pas dans la solidarité avec les opposants en Tchécoslovaquie n'est pas simplement dû à certaines "conditions spécifiques" du Jura et que le PdT suivra bientôt l'exemple jurassien...

Bienne : non à la répression

Nouveau cas de répression au gymnase de Bienne. Après la non-nomination d'un prof en 75 pour motifs politiques, la commission du gymnase a encore frappé : elle a décidé de licencier le directeur, Perret, trop libéral à son goût, pour manque de fermeté et d'autorité dans la conduite des affaires de l'école et divergences dans la manière de traiter les rapports maîtres/élèves. Des cette décision connue, les élèves ont immédiatement réagi. L'AEGB (Association des élèves du gymnase de Bienne) a envoyé une pétition à la commission exigeant que celle-ci s'explique.

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
Outre-mer : prendre contact avec nous
abonnement de soutien : fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).
Pour toute correspondance : Case postale
1000 Lausanne 17 CCP 10-25669
Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

LA BRECHE, UN INSTRUMENT UTILE ! soutenez

la brèche organe bimensuel de la ligue marxiste révolutionnaire section suisse de la IVème Internationale



abonnez-vous!

Ce que veut la LMR



Ligue marxiste révolutionnaire

ts et méfaits +++ faits et méfaits +++ faits et méfaits +++ faits et méfaits

Les patrons dans l'arène électorale

Ca s'appelle la Société pour le Développement de l'Economie Suisse ou SDES; on la connaît mieux en Suisse allemande sous le nom de "Wirtschaftsförderung". Son travail consiste à se faire "l'interprète, au niveau national, de l'ensemble de l'économie privée du pays". Bref, c'est l'appareil privé de propa-

gande du patronat, financé à coup de millions par le Vorort. Comme par hasard, la SDES a décidé maintenant de publier tous ménages, sur l'ensemble de la Suisse, un dépliant de 8 pages "Réalités de l'économie de marché en Suisse", vantant les mérites de l'économie de marché et fustigeant les horreurs de l'économie dirigiste et du Goulag réunis. Comme par hasard, l'argumentation ressemble trait pour trait à celle des radicaux ou des libéraux. Comme par hasard, cette propagande patronale paraît juste avant les élections nationales. Tout cela bien sûr, au nom de l'information objective nécessaire sur les succès de l'économie libérale et de l'Etat de droit démocratique. Information, mon c... comme dirait Zazie.

Télévision et démocratie

Dans le cadre de la campagne pour les élections nationales, la Télévision Suisse romande a prévu une émission "Face aux partis" où 2 membres de chaque parti se présentant aux élections seront interrogés par 2 journalistes. Jusque-là, rien à dire, ça paraît

correct. Ligne suivante de la circulaire et entre parenthèses s'il vous plaît, la TV nous fait savoir que "la durée de cette émission sera de 30 minutes pour les partis gouvernementaux, de 25 minutes pour les partis non-gouvernementaux ayant un groupe à l'Assemblée fédérale, de 20 minutes pour les autres". Autrement dit, les partis qui apparaissent déjà le plus souvent et le plus longtemps sur le petit écran, disposeront, une fois encore du temps de parole le plus long ! Mais il y a mieux : un petit calcul nous permet de voir que les partis bourgeois disposeront de 180 minutes d'émission, alors que les partis ouvriers n'en auront que 75. C'est à des petits détails comme ceux-là que l'on se rend compte que la TV est vraiment infiltrée par les gauchistes.

Les entrepreneurs vaudois ne manquent pas de souffle !

A. Bovera, secrétaire de la Fédération vaudoise des entrepreneurs, a exposé récemment dans les colonnes de 24 Heures ("Parti pris" du 15. 9. 79) la dernière invention

sociale des patrons vaudois du bâtiment : "Pourquoi alors ne pas créer une caisse paritaire, alimentée uniquement par des cotisations ouvrières qui se substituerait aux dommages financiers encourus par les patrons lorsque des ouvriers leur font subir des préjudices ?". Paritaire alors, ça veut dire "payé par les ouvriers et encaissés par les patrons" ? C'est pas fin de vendre ainsi bêtement la mèche, Monsieur Bovera !

Quand BBC ne fait pas de politique

A Baden, Brown-Bovery et Cie (BBC) a fait savoir à l'étudiante Ursula Jauch engagée pour un travail temporaire, qu'elle ne pouvait travailler dans l'entreprise, ayant pris connaissance de sa candidature au Conseil national sur les listes de la LMR. Cette décision n'a bien évidemment rien à voir avec la politique : selon BBC, le motif principal de leur refus fut "la réflexion qu'un engagement à court terme dans un environnement inhabituel exigeait un investissement complet de la force de travail, et que la charge supplémentaire en-

traînée par la campagne électorale ne pouvait être compatible avec cet investissement".

Interdiction professionnelle et style fleuri font bon ménage chez BBC.

24 Heures et l'apartheid

Le journal lausannois, indépendant, objectif, neutre et tout et tout, publie le 14.9, sous le titre "Indépendance du Venda", l'entrefilet suivant : "La République du Venda, située au nord de l'Afrique du Sud, vient d'accéder jeudi à l'indépendance sous les vivats et feux de joie de la population". Or la république du Venda n'est rien d'autre qu'un "bantoustan" créé de toutes pièces par le régime raciste d'Afrique du Sud pour perpétuer sa politique d'apartheid, aussi indépendant que les masses noires sont libres dans ce pays...

Petite question : combien de journalistes de 24 Heures ont-ils été invités gratuitement en Afrique du Sud, pour un "voyage d'étude" ?

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES !

GENEVE

Ancienne Ecole primaire de la rue de Neuchâtel jusqu'au di 21 oct. : L'affiche sauvage à Genève 1968 - 1978, 400 affiches qui ont été affichées à Genève de façon "non-officielle" au cours des dix années écoulées, qui rappellent l'histoire des mouvements populaires et culturels genevois, moyen de communication et d'information. Org : collectif HALOSIS. ve 12 oct, 20h. : table ronde : Espaces de la contre-information (dans le cadre de l'exposition).

Grand Café du Grütli du ma 2 au sa 6 oct., 21h. : Les Mystères de Paris, par le Théâtre Mobile, d'après Eugène Sue, 3ème épisode.

Caveau jusqu'au sa 6 oct., 20h.30 : Le dossier A.S. par le Groupe Action/Théâtre, sauf di et lu. Pic-plouc, impasse rue du Lac 1 me 10 oct, 21h. : Alex Campbell (folk).

Centre de Rencontres Marignac ve 5, sa 6 oct., 21h. : Jacques Blot. CAC - Voltaire

jusqu'au 5 oct. : la relève américaine : les années 70.

Salle communale de Plainpalais sa 29, di 30 sept. : kermesse populaire du Parti du Travail.

Théâtre de Carouge, 39 rue Ancienne Théâtre suisse, par le Théâtre de Carouge/ Atelier de Genève.

jusqu'au sa 20 oct., 20h. 15 (sauf di et lu) : Le Quai, de Jacques Probst.

Apéritif-théâtre : jusqu'au sa 27 oct., 18h.30 : Dans le dos du maître, d'Orlando Beer, mise en scène d'Hervé Loichemol. sa 6, 13, 20 oct., 06h. du matin, au bord de l'Arve (5h.50 devant le Théâtre de Carouge) : Par dieu qu'on me laisse rentrer chez moi, de Michel Viala.

du ma 9 au sa 20 oct., 22h. (sauf di et lu et ve 19 oct.) : Les 2 Denise ou Le piano du

pauvre, d'Anne Cunéo, version scénique d'Armen Godel et Martine Paschoud.

Salle du Faubourg ve 5, sa 6 oct. : Le PS en fête.

ve 5, 20h.30 : débat central avec Edgar Pisani sur le thème "énergie et emploi, vers le socialisme en Europe". Bal. sa 6, 21h. : Pascal Auberson. 12.- fr. De 23h. à 4h. du matin : bal.

LAUSANNE

Cinémathèque, aula de Bèthusy octobre 79 : Films célèbres il y a 25 ans. ve 5, 19h. : La Ronde, de Max Ophuls (1950) - 21h. : Lola Montes, de Max Ophuls (1955).

ve 12, 19h. : Carmen Jones, d'Otto Preminger (1954) - 21h. : Du Rififi chez les hommes, de Jules Dassin (1955).

Centre paroissial d'Ouchy - CPO ve 12 oct., 20h.30 : Ici-même, de Dominique Burnat, par le Théâtre universitaire no 2. sa 13 oct., 20h.30 : Le Beau Lac de Bâle.

Ancienne usine à gaz de Malley jusqu'au sa 6 oct., 20h.30 : Est-ce que tu m'aimes vraiment ?, de Ronald D. Laing, par le Théâtre Kleber Méleau - sauf di et lu - bus no 7, 19, 27.

Musée des arts décoratifs, Villamont 4 jusqu'au di 28 oct. : exposition Les Dériaz, quatre générations de photographes vaudois. 10 à 12h., 14 à 18h., ma 20 à 22h.

Café du Rond-Point de Beaulieu sa 6 oct., dès 16h. : journée d'information organisée par le Comité vaudois pour une protection efficace de la maternité : émissions vidéos, discussions. 20h.15 : meeting, débat "Quelle protection de la maternité?".

DELEMONT

Salle de gymnastique du Gros-Seuc, rue du Haut Fourneau 36 je 4 oct., 20h. : La bonne âme de Se-Tchouan, de Bertolt Brecht par le Théâtre Populaire Romand (TPR).

Paul Inésie



Les radicaux: encore plus de libertés pour les exploités !

Le monde semble marcher sur sa tête : les radicaux, force dirigeante du bloc bourgeois, font campagne avec un slogan clinquant : plus de liberté — moins d'Etat ! Ces messieurs, qui pestent contre la bureaucratie d'Etat, portent la plus grande part de responsabilité des décisions politiques de la Confédération, des cantons et des villes importantes. Leurs amis politiques occupent tous les niveaux de l'appareil d'Etat et dominent de puissantes associations économiques. Seraient-ils donc sur le point d'abandonner ?

Si l'on y regarde de plus près, le brouillard idéologique se déchire et les intérêts patronaux apparaissent clairement :

Moins d'Etat, cela signifie l'arrêt du développement des assurances sociales, le blocage du personnel et par-là la détérioration des services publics. Le radical de choc Letsch le dit clairement : "Non à la socialisation à froid par des expédition punitives fiscales, cette politique de jalousie et de baisse du taux de profit !" (Journal des associations patronales, no 36/1978).

Afin d'assurer les profits dans le cadre d'une concurrence internationale plus agressive, le Conseiller fédéral radical Honegger se prononce pour une réduction des interventions de l'Etat dans l'économie : "Lorsque pour des raisons politiques l'on renonce aux modifications structurelles et que l'on choisit une pure politique de sauvegarde de l'emploi, une telle branche est alors à court ou moyen terme condamnée à la ruine, et tous les emplois, et pas seulement quelques-uns, disparaissent." (Tages-Anzeiger, 19. 6. 1979).

Le ton offensif de cette campagne du Parti radical-démocratique (PRD) — dont les représentants politiques avaient jusqu'alors toujours tenu à leur image de "responsables avisés" de l'administration — vise des buts évidents :

* Dans les milieux bourgeois aussi, on doute que la paix du travail puisse encore être conservée longtemps. Comme le PS, le PRD tente de dérouiller les muscles. **Ses propres rangs doivent à nouveau être resserrés autour des éléments centraux de la politique patronale** : domination souveraine du patronat sur les hommes et les machines, libre économie de marché, défense de l'Etat en tant que facteur d'ordre, assistance plutôt que sécurité sociale.

* Le PRD propage la revendication populaire d'une diminution des impôts indirects et progressifs. Il a ainsi déjà recueilli certains succès aux niveaux local et cantonal. Sur ce thème, il peut recourir au fédéralisme fiscal ("Si nous ne réduisons pas les impôts, les gros contribuables

s'en iront"). Puis il entonne le couplet des "caisses vides de l'Etat", pour faire passer ses "paquets d'économie" et bloquer les revendications sociales.

Sur ce point, le PS tombe traditionnellement du reste dans le piège bourgeois : il essaie, en tant que "parti le plus fidèle au Conseil fédéral", de remplir les caisses de l'Etat et soutient ainsi le principe de la TVA, alors qu'en même temps on discute des dépenses militaires de l'ordre de 7 milliards. Le PS croit ainsi défendre l'"Etat social", mais soutient en fait l'Etat bourgeois et son attaque au porte-monnaie des salariés. D'ailleurs, avec cette méthode, les mesures bourgeoises de démontage n'ont pas pu être évitées : réduction des subventions fédérales annuelles pour l'AVS (- 839 millions), pour l'assurance-chômage (- 150 millions), pour les caisses-maladies (- 200 millions). La stratégie du PS — qui en outre voit dans l'obtention des postes dirigeants de l'administration fédérale, une voie pour mieux défendre la "cause des travailleurs" — aide le PRD, qui peut détourner la grogne "anti-Etat" de larges couches de la population sur le PS (comme cela a si bien réussi à Lady Thatcher en Grande-Bretagne). C'est l'impasse d'une politique qui cherche à mieux gérer l'Etat au lieu de renforcer le mouvement ouvrier comme force politique et sociale s'opposant à l'Etat bourgeois.

La politique bourgeoise de ces dernières années devrait permettre au mouvement ouvrier de montrer plus facilement que **les bourgeois veulent développer leur Etat**. La PFS fut une tentative ratée à cet égard. D'autres projets vont dans le même sens : la nouvelle loi sur les étrangers étend le pouvoir de la police des étrangers ; la révision du Code pénal réduit les droits de la défense, etc.

Pour les bourgeois, l'Etat est un instrument important dans les conflits sociaux : sous le manteau de la "neutralité" et comme une "autorité indépendante", l'Office fédéral de conciliation aplanit, contre les syndicats, les conflits qui apparaissent lors du renouvellement des Conventions collectives. L'Etat en outre protège la paix du travail par ses lois.

Ils veulent des profits privés — mais une socialisation des pertes ! Deux exemples actuels : les centrales nucléaires sont gérées sur une base privée mais la Confédération prend en charge la garantie pour les dommages de plus de 200 millions et s'occupe du problème des déchets nucléaires. Le risque de l'entrepreneur, tant loué pourtant, fonctionne de la même manière dans la garantie à l'exportation : "L'idée de base était de permettre aux exporta-

teurs de s'assurer auprès de l'Etat contre les risques pour lesquels il ne trouverait nulle part ailleurs de couverture" (NZZ, 1. 7. 79). En 1978, la caisse fédérale a dû ainsi déboursier 117 millions.

La politique bourgeoise vise également à ce que **l'Etat assure les sources privées de profit**. La Confédération investit des milliards dans la construction routière (assurant ainsi les profits de l'automobile, des assurances, de la construction, des firmes pétrolières, etc.), subventionne ainsi également des entreprises privées de transport et sabote donc les bases financières des CFF (le transport des marchandises se fait de plus en plus par la route). C'est l'inverse qui se passe dans les assurances-maladies, où la diminution des subventions fédérales (paquet d'économies) a entraîné une augmentation telle des primes des caisses-maladies. **Ainsi la répartition des risques ne se fait plus selon le principe de la solidarité, les assurances étatiques deviennent plus chères et les profits des assurances plus gros !**

Le mouvement ouvrier ne peut réunir ses forces et se préparer à la contre-offensive que s'il oriente sa politique sur la seule réalisation des besoins des salariés. La campagne unitaire proposée par la LMR pour des ateliers publics d'apprentissage formelle, indépendamment des intérêts du profit, un but qui sera obtenu en se battant contre les patrons et leur Etat. Cette politique apporte bien plus à la solution du problème de la formation professionnelle que des centaines de séances de représentants du PS et des syndicats à l'OFIAMT. Dans cette confrontation, le mouvement ouvrier peut se renforcer politiquement et organisationnellement pour d'autres tâches.

Lorsque nous proposons aujourd'hui de nationaliser les plus importantes branches de l'industrie, des banques et des assurances, ce n'est pas pour renforcer l'Etat : pour planifier une économie partant des besoins des salariés, le mouvement ouvrier doit posséder une vision d'ensemble sur les passifs et les actifs. C'est pourquoi nous sommes pour le contrôle ouvrier et pour une comptabilité nationale unique. Dans ce combat peuvent se développer les forces qui seront capables de remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier constitué de conseils ouvriers élus.

La discussion la plus large sur l'utilisation des ressources de la société et l'élaboration d'un plan économique constituent seules les conditions d'une liberté individuelle plus étendue et de l'autogestion.

BP de la LMR

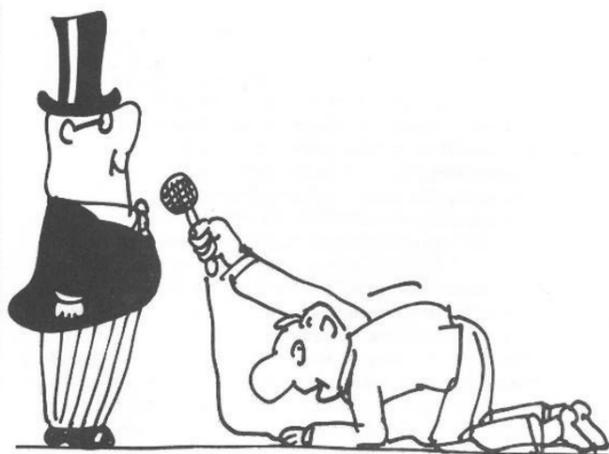
Elections nationales Nouvelles de la campagne

MORGES : DEBAT POP-PS-LMR

A l'invité du Cartel syndical morgien, J.-Ph. Gloor (PS) et A. Forel (POP) avaient à s'exprimer le 14 septembre sur le thème : "capital ou travail, qui détient le pouvoir ?". Une assemblée assez nombreuses d'une trentaine de personnes — mais peu de militants du Cartel — eut donc l'occasion d'entendre Forel développer l'opposition capital/travail avec des exemples concrets, mais pour conclure mi-figue, mi-raisin, à une "coexistence inévitable entre le capital et le travail". Quant au député sortant J.-Ph. Gloor (également municipal de Morges), il s'efforça non sans peine de prononcer sans que sa langue ne fourche trop les mots "monde du travail". Visiblement, J.-Ph. Gloor, fomenté contesté par les militants du PSV au congrès de Coppet, tente un "recyclage" difficile. Il faut espérer pour lui qu'il y parviendra avant les prochaines élections. Partisan de la paix du travail, le conseiller national socialiste n'a pas trouvé en Forel un contradicteur très décidé. Forel estime par exemple que le mouvement syndical a réussi une assez bonne intégration dans ses rangs des travailleurs immigrés ; mais il n'a pu citer qu'un seul exemple (genevois) de participation d'un travailleur immigré à une direction syndicale locale — et pour cause ! Aucun des deux candidats n'est favorable à la revendication du droit de vote pour les immigrés (c'est-à-dire pour un tiers des travailleurs en Suisse !); Forel estime qu'il faut attendre la réciprocité (droit de vote des Suisses à l'étranger) ! Chevallaz avait eu la même réponse à cette question lors d'une émission TV. C'est triste.

La salle a pu poser une série de questions. Un membre du cartel (par écrit) : "Quand serez-vous d'accord de faire l'unité d'action depuis les chrétiens engagés jusqu'à la Ligue Marxiste Révolutionnaire ?". Réponse de Gloor : "Je suis prêt à faire l'unité depuis les libéraux progressistes jusqu'aux chrétiens engagés" (sic). En tant que candidat du côté ouvrier également, F. Gonseth a demandé qu'on lui accorde un temps de parole de dix minutes en fin de réunion. Il a pu ainsi développer les critiques de la LMR aux positions du PS et du POP sur les immigrés, le 2ème pilier (contre cette escroquerie que soutiennent aujourd'hui le PS et le POP, alors que le POP avait proposé une alternative plus correcte sous la forme de son initiative pour les retraites populaires), sur la paix du travail, sur les 40 heures (thème laissé en suspens par les orateurs...), en appelant les travailleurs de tous les partis et syndicats à s'unir pour imposer cette revendication par l'action, selon l'exemple des typographes genevois et vaudois.

G. R.



UNE EMISSION TRES "PAIX DU TRAVAIL"

L'émission TV du 25 septembre, "bilan d'une législature" aura eu un mérite : démontrer une fois de plus à quel point le "jeu démocratique" sert à noyer les problèmes ! A chaque question épineuse, les parlementaires sortants avaient la réponse facile de la motion déposée ici, du postulat avancé là, de la question "qui mérite réflexion", etc... Une image fidèle du parlement !

Côté bourgeois, on n'en attendait pas moins. Le radical Richter expliquant que la fraude fiscale est "une question personnelle", le libéral Gauthier défendant les revenus des médecins et les licenciements dans l'industrie, le PDC Butty rappelant tout ce qu'il ne veut pas faire pour le droit à une assurance-maternité, etc...

Morel (PS) et Vincent (PdT) n'ont pas failli à la règle du jeu. Le premier pour dire que son parti peut bien être contre le nucléaire, cela ne doit pas empêcher Ritschard de le promouvoir au nom du gouvernement. Le second pour appuyer l'escroquerie du 2ème pilier et remettre à plus tard la retraite à 60 ans.

Les travailleurs n'y auront guère trouvé des réponses concrètes aux problèmes qu'ils se posent. Dans la salle, tous les partis bourgeois commençaient pourtant à s'énerver contre le "comportement de la LMR". Oui, nous ne craignons pas de jouer les "trouble fête", car dans ce cirque-là les salariés ne peuvent être que perdants.

Avant le congrès de la FOBB

Du 11 au 14 octobre prochain se tiendra à Berne le Congrès national de la FOBB. Cet événement doit retenir notre attention pour deux raisons au moins :

* La FOBB constitue après la FTMH le deuxième syndicat suisse du point de vue du nombre d'adhérents. C'est un "partenaire social" important; les prises de position de ce congrès auront une valeur indicative sur l'état actuel du mouvement ouvrier;

* C'est le premier congrès national ordinaire de ce syndicat après la récession de 74-77. Tout le monde sait que le secteur du bois et du bâtiment a été touché pendant cette période avec une brutalité particulière; pour ne donner qu'un seul chiffre : le secteur de la construction a perdu officiellement environ 100 000 places de travail entre 1972 et 1978.

Cette évolution s'est évidemment répercutée sur les rapports entre le patronat et le syndicat. Les patrons se sont attaqués à tous les niveaux aux conditions de travail des salariés. Leur succès le plus néfaste pour la classe ouvrière fut l'introduction, pour les saisonniers, de contrats courts de 2, 3, 4 mois avec possibilité de prolongation à bien plaisir... Au niveau des contrats collectifs ils ont surtout obtenu que la compensation du coût de la vie ne soit plus versée que tous les 2 ans et qu'un ouvrier puisse être payé 15 o/o en-dessous du salaire moyen pendant les 2 premiers mois d'engagement.

La direction centrale de la FOBB affirme néanmoins avoir résisté à l'attaque. Il est vrai que les effectifs syndicaux n'ont pas diminué; il est certain que les conditions de travail se seraient très certainement détériorées plus rapidement sans l'existence de syndicats "représentatifs".

La FOBB n'a cependant pas été l'organisatrice de la lutte ouvrière. Elle n'a pas modifié ses méthodes de travail depuis la période de haute conjoncture, restant pieds et mains liés par la paix du travail. Elle a ainsi laissé tous les avantages aux patrons, en empêchant les travailleurs de prendre conscience de leur force collective. Elle n'a pas pu éviter que de plus en plus de travailleurs du rang soient persuadés que le syndicat n'est pas pour l'ouvrier mais pour le patron.

Pourtant, quelques tentatives de mobilisation ont eu lieu, à Lausanne, à Neuchâtel ou ailleurs. Elles ont souvent connu du succès; mais comme elles se limitaient à une région, la direction centrale a pu empêcher que leurs effets ébranlent l'organisation dans son ensemble.

Le congrès national de cet automne est dans ce contexte d'une importance indéniable. Les congressistes vont-ils une nouvelle fois plébisciter le respect de la paix du travail, verra-t-on enfin s'exprimer une volonté réelle de changer de politique ?

La discussion préparatoire n'a pas été nourrie dans les organes officiels du syndicat. Les ouvriers du bâtiment n'ont pas l'habitude de confronter leurs opinions par écrit. Le fait que 240 propositions aient été envoyées par les sections montre cependant que de nombreux syndicalistes sont préoccupés. Le contenu de ces propositions est également significatif : elles exigent un contrôle accru de la base sur l'activité de la direction, une meilleure représentation des femmes, des apprentis et des immigrés sur le plan conventionnel et dans les instances, une marge accrue pour mener des luttes au niveau des sections, une politique syndicale plus offensive. La protection contre les licenciements, la réduction rapide du temps de travail, la compensation automatique du coût de la vie et plus de vacances sont parmi les revendications le plus souvent avancées. La nouvelle loi sur les étrangers est dénoncée, on demande que le syndicat se prononce sur les questions d'environnement, contre les centrales nucléaires, pour l'initiative maternité et pour les ateliers publics d'apprentissage.

Evidemment, le congrès national de 1975 avait aussi des accents combatifs. La pratique syndicale n'en a pas pour autant été modifiée par la suite. C'est le déroulement du congrès qui permettra peut-être de juger, si tout se limite à des déclarations verbales ou s'il est devenu possible d'ouvrir dans ce syndicat un espace pour mener une action syndicale plus combative, susceptible d'intéresser les travailleurs à la base et de modifier le rapport de forces avec le patronat.

Faucher

LMR INFOS...

La LMR à la RADIO : le mardi 9 octobre, dans le "Journal de midi", de 12h.55 à 13h.20 environ, 2 journalistes débattent avec 2 candidats (C. Loertscher et J.-M. Dolivo). Le vendredi 5 octobre, au journal du matin, présentation de la LMR.

La LMR à la TV : le lundi 8 octobre dès 20h.05, "Face aux partis", 2 membres de la LMR (Ch.-A. Udry et Claire Magnin) répondent aux journalistes. Le mardi 16 octobre, dès 20h.20, débat final, avec un représentant de chaque parti (pour la LMR : M. Thévenaz).

MEETINGS

Lausanne : mercredi 10 octobre, 20h.15, salle des Vignerons, avec Ch.-A. Udry.

Renens : vendredi 12 octobre, 20h.15, au Restaurant des Epis d'Or, avec 3 candidats de la LMR.

Genève : jeudi 11 octobre, salle du Faubourg, 20h.30, avec Ch.-A. Udry.

Neuchâtel : vendredi 12 octobre, avec Alain Krivine.

Bienne : mercredi 17 octobre, 20h.15, Restaurant Pic-Schlüssel, avec J.-P. Thorel (député PS et secrétaire FTMH), Lydia Trueb (FCTP) et Michel Thévenaz (LMR) : "Quelle réponse ouvrière à la crise et à la paix du travail ?".

Croissance conjoncturelle: les 40 heures immédiatement !

Depuis les interventions de la Banque Nationale pour enrayer la hausse spéculative du franc, l'industrie capitaliste a de nouveau reçu de l'oxygène. Mise à part l'industrie horlogère, où les travailleurs continuent à payer l'ardoise du patronat, un essor conjoncturel se manifeste clairement. Le mouvement ouvrier peut et doit utiliser cette nouvelle situation pour exiger enfin les 40 heures sans diminution de salaire.

Ils ont à nouveau besoin de nous

Le carnet de commandes de l'industrie des machines est bien rempli; il est à peine moins épais que durant la haute conjoncture. On compte 30 o/o d'autorisations de construire des logements en plus qu'il y a un an; les rénovations et les transformations se multiplient. Un manque de logements est déjà prévisible pour 1980, les travailleurs pour les construire faisant défaut après que l'industrie de la construction a jeté à la rue près de la moitié des travailleurs de la branche.

Il y a, et il y aura encore, des chômeurs et des licenciés : l'anarchie de la production capitaliste crée des foyers de crise qui touchent des régions entières, obligeant le salarié(e) à se rendre dans les concentrations urbaines surdéveloppées. Le mouvement ouvrier doit y répondre en exigeant des mesures extraordinaires pour de telles régions, financées par un fonds de crise alimenté par les superprofits des assurances et des banques.

En moyenne cependant, un manque de forces de travail existe aujourd'hui. Il se manifeste dans les plaintes du patronat (qu'il ne faut cependant pas croire à tous les coups), mais aussi et surtout dans l'accroissement massif des offres d'emplois, dont la surface dans les journaux a quadruplé, ainsi que dans la facilité relative avec laquelle les licenciés retrouvent maintenant un emploi.

Aujourd'hui, ils ont à nouveau besoin de nous ! Et nous devons utiliser cette situation pour, ensemble, faire passer des revendications encore pendantes. La plus importante d'entre elles, les 40 heures sans diminution de salaire, nous permettra aussi de maintenir le niveau de l'emploi en prévision de la prochaine crise qui s'annonce déjà.

Renchérissement du pétrole ou pas : défendons l'indexation de nos salaires !

Les patrons savent naturellement que la situation est

meilleure pour les revendications des travailleurs. De là leur campagne préventive contre toute inflation qui serait provoquée par une indexation complète des salaires, compte tenu du renchérissement provoqué par la hausse du prix du pétrole. Et ils s'y sont tous mis en chœur, à commencer par la Banque Nationale, puis l'Union Démocratique du Cen-

porter toute la charge de l'augmentation aux seuls salariés. En sous-main, ils tentent de mobiliser la volonté d'économiser l'énergie des antinucléaires et des écologistes contre l'indexation au coût de la vie qui, disaient-ils, empêchait d'économiser réellement le pétrole et l'essence. C'était quand même pousser le bouchon un peu trop loin : l'USS re-

La bourgeoisie s'oppose aux économies de pétrole

Compte tenu d'un léger recul du prix du pétrole, spéculativement gonflé, la revendication patronale d'un index séparé devrait bientôt disparaître. Un index sans pétrole pourrait en effet bientôt indiquer un taux de renchérissement plus élevé qu'un index avec pétrole ! Mais la volonté de faire payer son augmentation de prix du pétrole par les salariés va subsister et ressortira à la prochaine "crise du pétrole". Il faut donc dire haut et fort que la bourgeoisie elle-même bloque les économies de pétrole, en priorisant le transport routier par rapport au transport ferroviaire, en ne se préoccupant pas de l'isolation thermique des habitations, en refusant de mettre en place une compagnie nationale des pétroles capable, au moins partiellement, de damer le pion aux multinationales de l'or noir.

Inflation ou chômage

Le renchérissement d'une marchandise ne signifie pas l'inflation. L'inflation, c'est une perte de valeur générale de l'argent provoquée par un accroissement correspondant de la masse monétaire en circulation. Une inflation ayant cette origine n'est pas, pour l'instant, d'actualité en Suisse. La menace de l'inflation ne vise qu'à amener les travailleurs à renoncer à leurs revendications. On doit cependant compter, dans un délai pas trop éloigné, avec un renchérissement de l'ordre de 5 à 6 o/o. Le mouvement ouvrier doit en conséquence se préparer à y répondre.

A long terme, la situation est cependant différente. Dans tous les pays capitalistes, le renchérissement inflationniste s'accroît et atteint déjà 12 o/o aux Etats-Unis, 15 o/o en Grande-Bretagne et en Italie, environ 10 o/o en France. Tous ces pays se trouvent placés devant le choix d'augmenter, par des mesures anti-inflationnistes, l'important chômage qui existe déjà, ou de poursuivre leur politique inflationniste, au risque qu'une crise plus accrue se produise plus tard. Le capitalisme suisse n'échappera pas à cette tendance. La réponse à ces dangers ne se trouve ni dans l'abandon de revendications, ni dans le sacrifice volontaire de certaines couches du mouvement ouvrier (femmes, jeunes, immigrés). Elle ne réside que dans la rupture avec ce système capitaliste de crises et de profits et dans la lutte pour une société socialiste démocratiquement organisée.

G. K. / Ptr



Un indice des prix à la consommation sans pétrole ? Racontez pas de salades !

tre (faut bien protéger ses petits patrons d'électeurs) pour finir par le "Journal des Associations patronales" lui-même. Ce noble trio demanda, comme lors de la première hausse du prix du pétrole, que l'OFIAMT publie un deuxième index du coût de la vie, qui ne tiendrait pas compte du renchérissement pétrolier. Ensuite ils conjurèrent les syndicats d'accepter cet index ainsi trafiqué, espérant faire ainsi

poussa clairement ces prétentions. Il faut tout aussi clairement affirmer que les économies de mazout viendront d'une meilleure isolation des habitations, que la consommation d'essence diminuera lorsque les transports publics seront moins chers que l'automobile privée. Et que l'on diminuera radicalement le recours au mazout et à l'essence lorsque d'autres sources d'énergie seront meilleur marché.

Le plafonnement des subventions fédérales à l'assurance-maladie l'a rendue chaque année plus antisociale. Toutes les hausses des coûts sont financées par des hausses des primes et des franchises des assurés, touchant surtout les petits revenus, les familles et les invalides. Ces derniers ont manifesté en été devant le Palais fédéral parce que leurs assurances ne couvrent plus leurs besoins, et que de nouvelles aggravations de leur situation sont en cours ou en préparation. La 9e révision de l'AVS a accru les difficultés de nombreux rentiers et la grande masse d'entre eux est menacée de nouvelles atteintes. On annonce de tous côtés de nouvelles attaques contre l'AVS. Dans cette perspective, la bourgeoisie se sert sans scrupules de "l'enquête" sur la situation des rentiers où des sociologues bernois, conformément au contrat qu'ils ont reçu, viennent de "découvrir" qu'il existe, dans ce pays riche qu'est la Suisse, des rentiers de couche moyenne ou supérieure qui ont une bonne, voire une excellente situation ! Et c'est ainsi qu'on vient nous raconter "qu'en moyenne" la situation des rentiers est bonne... *

* Nous reviendrons plus en détail dans la prochaine brèche sur les dessous de cette enquête, sur ses auteurs et ses manipulations.

On démonte l'AVS

Le 1er janvier prochain, 100 000 rentiers ne toucheront plus le renchérissement de 5 o/o parce que le Conseil fédéral les a déclassés par voie d'ordonnances, conformément à la 9ème révision de l'AVS. Mais les autres subiront aussi une perte sur le renchérissement. Alors que jusqu'ici les pertes dues à l'inflation étaient rattrapées, à relativement court terme, par des hausses des rentes, l'adaptation "automatique" que le Conseil fédéral doit réaliser, selon la 9ème révision, est programmée de telle manière que les rentiers perdent régulièrement une part de leur rente à cause du renchérissement. En outre, le nouveau calcul des rentes selon l'index mixte tenant compte de l'évolution du revenu du travail, offre des rentes de base plus basses que jadis — ce qui se traduira de plus en plus négativement pour les travailleurs ayant l'espérance de vie la plus courte (et qui sont ceux qui ont les salaires les plus bas !).

Pour le développement de l'AVS !

L'enquête des sociologues bernois, si on l'interprète correctement, montre pourtant clairement la nécessité d'une extension de l'AVS/AI. Selon cette enquête, 100 000 rentières et rentiers arrivent grâce aux allocations complémentaires au minimum vital et 45 000 autres sont en-dessous, parce qu'ils ne demandent pas ces allocations (qui ne sont accordées que sur preuve du besoin) soit qu'ils en ignorent l'existence ou qu'ils "n'osent pas" les demander. Juste en-dessus de ces 145 000 retraités, qui vivent dans le besoin, on en trouve des centaines de milliers d'autres qui tournent juste avec leurs rentes AVS insuffisantes. Les chercheurs "indépendants" de l'enquête n'en soufflent mot. Mais leurs chiffres, pourtant contestables, parlent d'eux-mêmes : ils révèlent qu'en moyenne seuls 41,3 o/o des revenus des rentiers proviennent de l'AVS et 13,6 o/o seulement des caisses de pension (2ème pilier). 17,6 o/o vivent encore pleinement du revenu d'un travail car un(e) retraité(e) sur trois continue à travailler. Et 26,2 o/o ont un revenu de la fortune, atteignant "en moyenne" 7 696.-fr. par an. Soit dit en passant, on voit ici clairement combien ces "moyennes" sont mensongères : la grande majorité des retraités n'atteint pas et de loin un tel revenu de la fortune !

Contre les démontages sociaux : agir au lieu de se lamenter !

Le 2ème pilier n'est pas une solution

Il faut le répéter : pour des centaines de milliers de salariés, l'introduction du 2ème pilier obligatoire, promise en 1972 pour 1976 au plus tard (!), n'apporterait aucune solution car vu leur bas salaire, ils n'entreraient pas ou trop tard dans une caisse de pension. En outre, l'obligation du 2ème pilier est toujours repoussée à plus tard. On peut clairement voir, dès aujourd'hui, que la "génération d'entrée" de ceux qui ne sont pas encore dans une caisse de pension, ou que sur une base insuffisante, sera simplement flouée et sacrifiée lorsque la loi sur la prévoyance professionnelle, ou ce qu'il en restera après les marchandages actuels, commencera à prendre effet.

Les assurances privées en tirent

profit. Elles ont tout fait pour qu'il en soit ainsi. Les caisses de pension non-obligatoires (pour les patrons) continuent à s'étendre — avec tous les désavantages pour les salariés : libre passage insuffisant, rachats d'entrée élevés, primes élevées comparées aux rentes perçues. Ces caisses totalisent aujourd'hui des rentes plus élevées que l'AVS mais paient sous forme de rente environ un tiers seulement de l'AVS !

Nous avons, dès le début, dénoncé ce 2ème pilier comme une escroquerie. Il l'est toujours et il le restera !

Bilan de la "politique de Tschudi"

Le Parti Socialiste Suisse a toujours défendu l'extension de l'AVS "à la Tschudi", comme l'une des principales raisons de sa participa-

tion au gouvernement. Mais il est certain que, durant les années de "boom économique", même un Conseiller fédéral bourgeois aurait procédé à un développement soutenu de l'AVS, surtout si le PSS, au lieu de collaborer au gouvernement, avait entrepris de mobiliser les travailleurs eux-mêmes pour la réalisation de leurs intérêts immédiats (comme par exemple une AVS fortement développée). Quel est cependant le bilan d'ensemble que l'on peut tirer de la politique sociale du PSS ?

En appuyant le "système des trois piliers" (1er pilier : AVS, 2ème pilier : caisses de pension obligatoires, 3ème pilier : épargne privée) pour couvrir l'ensemble de l'assurance-vieillesse et survivants, le mouvement ouvrier se retrouve aujourd'hui dans une impasse où le 2ème pilier inachevé bloque toute

amélioration réelle. L'AVS subit à nouveau des démontages et, dans le cadre de l'actuelle politique financière, il n'y a guère d'espoir d'obtenir une solution avancée, comme la retraite à la carte ou les améliorations pour les femmes, lors de la 10ème révision.

L'assurance-maladie est elle aussi dans une impasse. L'ex-Conseiller fédéral Tschudi en est d'ailleurs directement responsable. Car c'est lui qui a opposé un contre-projet constitutionnel à l'initiative de son propre parti (pour une assurance-maladie sociale), permettant ainsi le rejet de l'un et l'autre projets !

Le PSS devrait vraiment chercher de meilleurs arguments pour justifier sa participation au gouvernement !

G. K.



45 000 rentiers et rentières vivent en-dessous du minimum vital, soit parce qu'ils ne connaissent pas l'existence des allocations complémentaires, soit parce qu'ils n'osent pas les demander.

Comment les assurances capitalistes profitent du démontage social

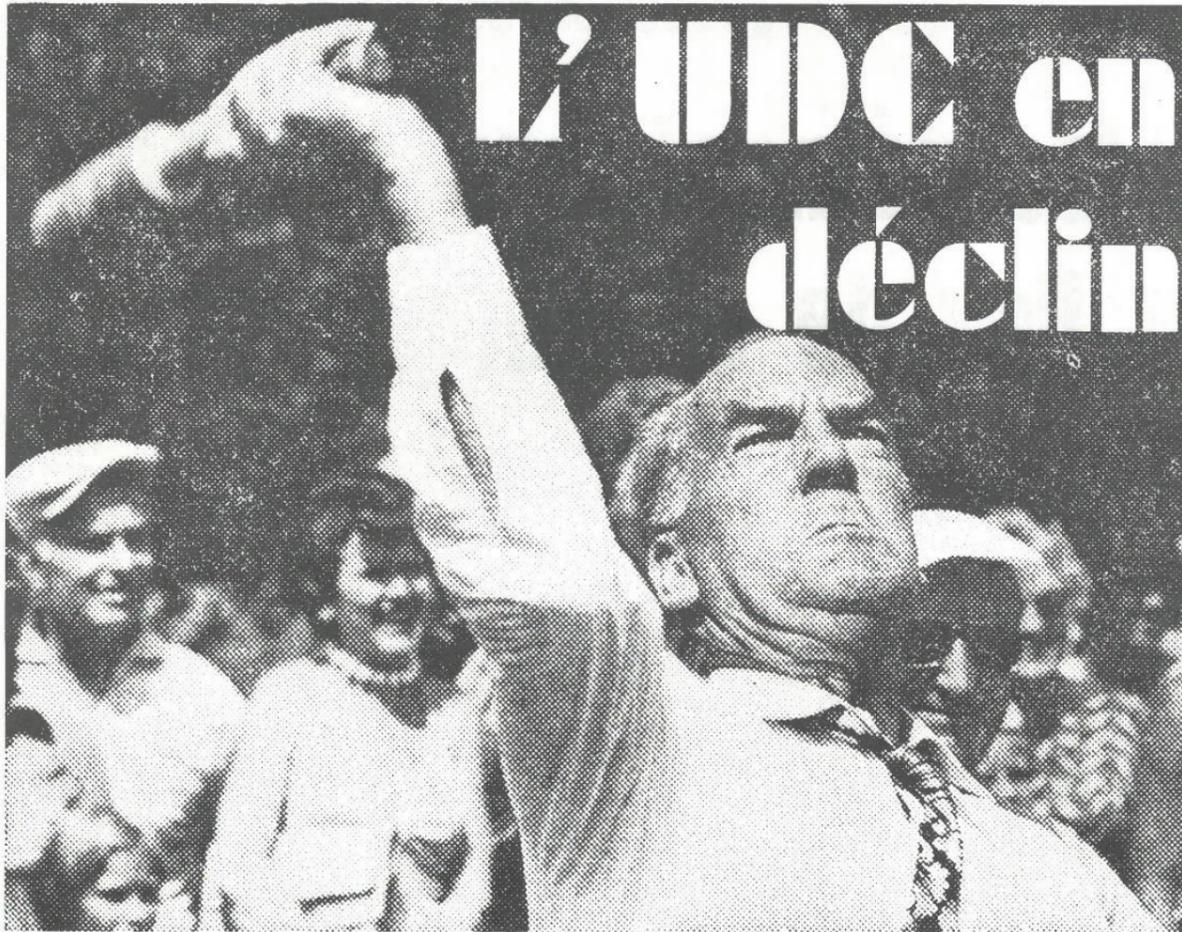
Au cours des cinq années de crise et de stagnation, de 1974 à 1979, le prix des actions des sociétés d'assurances suisses est monté au minimum de 75 o/o (La Zurichoise) et jusqu'à 131 o/o (La Bâloise). Les propriétaires des assurances privées ont ainsi en moyenne doublé leur fortune — sans compter les confortables dividendes encaissés durant ces années de crise. Aucune autre branche de "notre économie" n'atteint de tels résultats ! Dans l'industrie, la fortune du trust de l'armement et du profiteuse de guerres BUHRLE OERLIKON a certes augmenté encore davantage ; la plupart des autres grandes entreprises en revanche ont connu une stagnation ou des pertes : le prix des actions Ciba-Geigy a baissé de 5 o/o, de 23 o/o chez Hoffmann-La Roche, de 56 o/o chez Von Roll. Même dans les banques pourtant "florissantes", la fortune des actionnaires de l'UBS a augmenté de 32 o/o et a stagné au Crédit Suisse (entre autres à cause de Chiasso) alors qu'elle a diminué de 15 o/o à la SBS.

D'où vient l'explosion des bénéfices dans les assurances privées ? D'abord le blocage du 2ème pilier obligatoire qui a "donné" un formidable coup de pouce aux assurances-vie. Ensuite, le blocage des subventions fédérales à l'assurance-maladie qui a favorisé la pénétration des assurances privées dans ce secteur.

Les assurances privées sont donc les profiteurs du démontage social. Et comme pour les crimes "ordinaires", il faut en chercher les auteurs chez ceux qui en profitent. Tous les capitalistes sont pour le démontage

social, mais les assurances privées en ont été les principales bénéficiaires, se plaçant toujours à la tête des attaques, mettant leur appareil de propagande et leurs arguments à disposition pour soutenir ces campagnes. Bien avant que le président du Vorort, Etienne Junod, appelle, en mars 1976, à des attaques ouvertes contre la sécurité sociale, l'Association suisse des sociétés d'assurances avait tenu, le 3 septembre 1973, une conférence de presse où elle avait mis en garde contre les "charges sociales toujours plus insupportables" et exigé un "plan" pour y mettre fin. "Notre pays ne peut tout simplement plus se payer de luxe en matière de politique sociale" déclarait Peter Binswanger, Directeur général de l'assurance-vie "Winterthur", qui jouit d'un revenu double de celui d'un conseiller fédéral.

Binswanger avait été en son temps, comme fonctionnaire de l'Office fédéral des assurances sociales, le principal artisan de la conception des "trois piliers" de l'assurance vieillesse et survivants. Après son passage aux assurances privées, il a servi d'expert dans toutes les commissions officielles importantes pour y servir les intérêts des assurances privées. Il n'est que l'une des figures en vue d'un puissant lobby de pression occulte, celui des assureurs, dans les commissions d'experts, au parlement, dans la presse et dans l'opinion publique, dont les capitalistes ramassent aujourd'hui les fruits — à nos frais !



L'UDC en déclin

Les prochaines élections fédérales, après 4 années de crise, menacent dans une certaine mesure quelques-uns des partis suisses, surtout l'Union Démocratique du Centre de Gnaegi. En 1975 déjà, l'UDC faisait partie des perdants. Elle risque aujourd'hui de s'étioler complètement. Lors de son Congrès du 12 novembre 1978, une commission avait prescrit à l'UDC une cure radicale. Mais les délégués n'ont pas voulu de cette pilule amère.

La structure ancestrale des partis et l'UDC

La structure actuelle des partis en Suisse se distingue en de nombreux points de celle des pays européens. Alors qu'en Europe, de grands partis bourgeois populaires — s'appuyant sur le "bien-être des masses" et sur des idéologies comme le catholicisme ou le nationalisme (ainsi le CDU, les Gaullistes ou les Chrétiens Démocrates) — avaient surgi des décombres de la première et surtout de la deuxième guerre mondiale et avec lesquels la bourgeoisie essayait de faire pièce aux partis ouvriers de masse stalinien ou sociaux-démocrates, la structure des partis en Suisse est restée la même. Elle est née de l'opposition qui avait marqué la fondation de l'Etat fédéral helvétique, fédéralistes conservateurs contre libéraux centralisateurs. Au XIXe siècle, les libéraux-radicaux réunissaient toutes les tendances en tant soit peu progressistes : la grande industrie, les démocrates, les artisans, les travailleurs. Ils étaient conduits par la bourgeoisie industrielle, fortement intéressée à la fondation d'un Etat centralisé.

La naissance du mouvement ouvrier à travers le Parti Socialiste et l'Union Syndicale Suisse (USS) a enfoncé peu avant 1900 une première brèche dans ce dispositif. Seuls les conservateurs ont été capables de parer cette attaque en orientant leur politique conservatrice et fédéraliste en direction du conservatisme catholique, ce qui leur a permis de retenir une aile ouvrière catholique.

L'accroissement de la lutte économique lors de la première crise profonde du capitalisme au début du siècle a détaché de la maison-mère radicale un nouveau bloc, celui des paysans et des artisans. Contrairement aux grands partis bourgeois, issus de larges courants idéologiques, le parti des paysans, artisans et bourgeois est demeuré un parti économique au sens strict du terme. Son axe principal était la défense des privilèges des petits artisans et paysans moyens, surtout dans le canton de Berne. On a vu naître, déjà avant la première guerre mondiale, de tels partis dans plusieurs cantons. Pendant la guerre, les groupes de pression des paysans et des artisans ont réussi à en devenir les véritables vainqueurs. Ils offraient à la bourgeoisie la sécurité politique, et c'est la raison pour laquelle elle n'a pas touché à leur intégrité, aux dépens de la classe ouvrière, qui elle, devait supporter les augmentations du prix du pain et du lait. Ce succès politique a conduit en 1918 à la fondation d'un parti autonome, après ses premiers pas dans le canton de Berne : le PAB (parti des paysans, artisans et bourgeois), ancêtre du PAI, puis, en Suisse romande, de l'UDC-PAI.

Pourtant, cette naissance a coïncidé avec la disparition de sa propre base après la première guerre mondiale. La bourgeoisie mettait le cap à long terme sur un compromis avec le mouvement ouvrier réformiste, et le déclin de la paysannerie se poursuivait inéluctablement. Néanmoins, le parti des agrariens et paysans parvenait relativement à se stabiliser à la fin des années 30, après avoir essuyé de grandes pertes en 1935.

Après la deuxième guerre mondiale

Alors que la première guerre mondiale avait plutôt déstabilisé le dispositif politique de la Suisse, la deuxième, en revanche, a contribué à le cimenter. Les causes sont avant tout la politique de paix du travail des organisations ouvrières de masse et la période d'essor capitaliste.

La renonciation du PSS à toute confrontation, son intégration dans le Conseil fédéral et l'apathie de la classe ouvrière ont fait qu'il n'a pas été nécessaire à la bourgeoisie helvétique de modifier ses propres structures de masse. Les Radicaux, d'un mouvement de masse qu'ils étaient, se sont plus ou moins reconvertis en un parti économique. A leurs côtés se tenait le parti d'alliance de classes catholique, le PDC, à l'ombre duquel somnolait un parti petit bourgeois, le PAB. Il n'était pas nécessaire de promouvoir un système de partis économiques, parce qu'il n'y avait pas non plus de question économique fondamentale à l'ordre du jour au moment où l'on ressortait de la crise. Mais il n'était pas non plus nécessaire de créer un puissant parti populaire uni d'obédience bourgeoise, parce que la classe ouvrière était déjà intégrée, et que, pour l'heure, aucune explosion n'était à craindre. C'était précisément ce qui a donné au PAB une certaine marge de manoeuvres et de survie, malgré l'étiollement de sa base. Mais ses jours étaient comptés.

La base prolétarisée de l'UDC, la dépolitisation et la crise

Le PAB a eu des heures de gloire bien trop courtes autour de la première guerre mondiale pour lui permettre d'élaborer sa propre doctrine et pour former un courant idéologique. Le ciment du parti résida avant tout dans l'intérêt économique des paysans et d'une frange d'indépendants qui s'exprimaient au niveau politique.

Et pourtant, ce sont précisément ces couches qui avaient tendance à disparaître au fil du développement économique. Après la deuxième guerre mondiale, plus de 300 000 paysans ont été arrachés à la terre et se sont prolétariés, eux, leurs fils ou leurs petits-fils, dans les centres urbains. Alors qu'en 1930, l'agriculture occupait encore 420 818 personnes, il n'en restait plus que 103 324 en 1970, et pourtant, la population active et passive avait augmenté.

A l'époque de la surchauffe, cette transformation sociale n'a laissé que peu de traces au sein du PAB (l'actuelle UDC-PAI). Certes, le parti a perdu les voix de gens qui ne comprenaient plus la nécessité d'aller voter. Mais simultanément, on observait dans les autres partis un recul semblable à cause de la diminution généralisée de la participation électorale.

Il y a un élément plus important encore qui explique la survie du PAB; c'est le fait que ces nouveaux prolétaires pouvaient facilement s'accommoder d'une idéologie paysanne. Leurs collègues de travail avaient, certes, une idéologie petite-bourgeoise-prolétarienne, mais qui ne manifestait et ne contenait aucune disposition à une lutte quelconque.

C'est pourquoi le PAB a perdu relativement peu d'électeurs. De 12 o/o il a passé à 10,5 o/o en 1967. On a pu constater que ses électeurs réagissaient de manière relativement sensible au courant de dépolitisation et qu'ils ne se révélaient plus capables d'intégrer de nouvelles couches. La dernière tentative dans ce sens a été la fusion avec les Démocrates grisons dans les années 70. Le seul résultat : au lieu de perdre 2 sièges au Conseil National, l'UDC n'en perdit qu'un.

Mais la crise a fait éclater un violent incendie dans cette léthargie : celui de l'anéantissement. Les menaces économiques et la peur qui s'installait dans de larges couches firent apparaître un réflexe élémentaire de défense économique. Là, on a vu les membres du PAB entrer en contradiction avec leur propre idéologie paysanne. Des tentatives de rapprochement en direction de Schwarzenbach n'ont pas réussi à résoudre cette contradiction. La réponse fut la résignation et le retrait complet de la politique. Cela a porté un coup important au PAB, devenu entre temps l'UDC. En 1975, lors des élections nationales, il lui manquait 1,2 o/o pour franchir l'obstacle des 10 o/o. Toutes les tentatives publicitaires de ravalement, telles que le changement de nom, etc., n'ont rien pu changer.

Tenter de se refaire une virginité

Le Congrès du 9 novembre 1975 a été balayé par un vent de panique. Pas tellement à cause des résultats qui avaient été obtenus, mais à cause de la certitude que tout pouvait encore empirer. L'UDC craignait que l'aile de la grande bourgeoisie au Conseil national la laisse tomber au profit du Parti Socialiste, à qui elle pourrait accorder un troisième siège à l'exécutif fédéral.

Ce congrès a pris des mesures de restauration qui devaient lui permettre de recruter de nouveaux électeurs.

Juste avant les élections de 1979, au Congrès du 12 novembre 1978, une commission a présenté un programme en 135 points pour redonner une nouvelle base au parti. Mais où aller la chercher ? — Précisément là où on avait perdu l'ancienne, dans la classe ouvrière ! Le but était d'établir à la droite immédiate du PS un parti de coalition petit-bourgeois, artisanal et paysan, et glâner ainsi les épis que le PS abandonne sur sa droite chaque fois qu'il doit faire des concessions à gauche. De ce point de vue déjà, le programme d'action est d'une naïveté déconcertante, parce qu'il fait des ouvertures en direction de "déchets électoraux" et manque de toute réflexion.

Cette naïveté atteint son comble lorsqu'on considère le programme présenté en fonction de l'image et du caractère de l'UDC. Personne ne pourra jamais croire que l'UDC est un parti ouvrier, ni sa base, ni ses dirigeants.

Cela est apparu clairement lors du congrès. Il s'agissait, selon le programme, d'appâter les travailleurs en les faisant participer à la croissance de la productivité par des augmentations de salaire et un allongement des loisirs; on essaie de séduire les femmes et les jeunes par des gadgets du même genre. En outre, on préconisait la défense des consommateurs. Mais, au cours de la discussion, ces points concrets ont disparu du programme. Gnaegi lui-même est descendu dans l'arène lorsqu'il a été question de l'"aménagement d'un service sans armes", voire même de "service civil". Il ne restait plus, après son intervention, qu'une "simple réglementation".



Le radical Cellio et l'agrarien Gnägi : issus de la même branche, ils nous chantent la même chanson anti-ouvrière.

"L'harmonisation fiscale et le contrôle des multinationales" ont été rapidement passés sous la jambe lorsque les délégués se sont aperçus que cette piste de danse sociale-démocrate était glissante.

Même en politique agricole, les délégués n'ont pas voulu suivre le programme. Ce dernier proposait une politique favorable aux fermiers; elle a été transformée en une politique favorable à ceux qui louent des terres, ce qui évidemment plaisait beaucoup plus aux gros paysans bernois et thurgoviens de l'UDC.

Dans le domaine de la sécurité sociale, l'UDC a montré son vrai visage réactionnaire et anti-ouvrier. Les délégués, peu habitués aux réformes, ont biffé toutes les propositions de développement et réclamèrent une participation personnelle accrue de la part des assurés, assortie d'une compensation pour les cas graves et les situations sociales particulières.

C'est avec un tel programme, transformé en un brouet inoffensif, que l'UDC aborde, comme une cinquième roue du char bourgeois, les élections nationales de cet automne.

Kkst/lp



«Pour les Libéraux, l'Etat de droit est davantage un état d'esprit qu'une règle légale»

photo la brèche

«J'aime la vie, je suis libéral.» Tel est le slogan que le secrétaire vaudois de ce parti présentait en début de campagne électorale comme une réponse au «socialisme emprisonnant». Toute la réalité du Parti libéral tient dans le cadre formé par ces deux termes : le cynisme arrogant de grands bourgeois qui ne se préoccupent guère de flatter un électoral petit-bourgeois ou d'employés, et une hostilité continue à l'égard du mouvement ouvrier et du socialisme. En cela, les Libéraux, qui ne participent pas — vu leur faible poids au niveau national — au gouvernement de grande coalition, s'occupent beaucoup moins de compromis que les radicaux ou les démocrates-chrétiens face aux socialistes. Ce sont eux qui ont mené la bataille contre l'élection de Dafflon à la mairie de la ville de Genève, choisissant de provoquer un électoral salarié qui avait pourtant suivi quelques semaines auparavant avec indifférence les élections municipales genevoises. Cet accent plus marqué sur une politique de confrontation avec le mouvement ouvrier distingue les Libéraux de leurs compères radicaux et PDC sur le plan suisse romand; moins «affairiste» que le PRD ou le PDC, le Parti libéral tente de récupérer l'électorat bourgeois déçu par les scandales auxquels les radicaux et PDC romands sont souvent mêlés; dans ce but, il essaie de se donner une image de marque plus respectueuse des «libertés» bourgeoises (la liberté d'entreprise comme la liberté d'expression...), en s'appuyant sur des figures politiques issues des milieux universitaires. Mais ce n'est qu'une image de marque, tout à fait trompeuse. Il entend incarner un projet politique basé sur la «réhabilitation» du profit capitaliste, et cherche à resserrer les rangs de la bourgeoisie, en particulier face à une possible réactivation de la lutte des classes en Suisse.

Qu'est-ce que le Parti libéral ?

Son implantation géographique est limitée aux cantons industriels de Suisse romande (Genève, Vaud et Neuchâtel) et à Bâle-Ville. Il s'est formé comme parti national en 1913, issu du Parti radical et des milieux de l'Eglise réformée suisse romande. Du point de vue économique, les Libéraux représentent la grande bourgeoisie financière genevoise et les magnats de la chimie bâloise; leur slogan «J'aime la vie» a une signification bien plus terre à terre que l'image de marque philosophique que lui donnent leurs ténors politico-universitaires ! Le Journal de Genève (organe déclaré de la finance genevoise) mène systématiquement campagne pour le maintien des relations avec le régime sanguinaire d'Afrique du Sud, sans que les «Constitutionnalistes» du Parti libéral ne s'inquiètent outre mesure du sort réservé aux «droits de l'homme» de la majorité noire dans ce pays... Et si le PL brigue à Neuchâtel le siège des socialistes au Conseil des Etats en présentant Jean-François Aubert, «spécialiste» du droit constitutionnel — sauf le respect que nous devons à quelques-unes de ses prises de position en faveur des droits démocratiques — l'opération politique à laquelle il se trouve mêlé est clairement orientée contre le mouvement ouvrier. D'ailleurs, un J.F. Aubert ne paraît nullement gêné d'appartenir à un Parti qui semble si mal suivre ses leçons, si l'on en croit le programme du Parti libéral suisse; au chapitre de l'«Etat de droit», on y lit en effet : «Pour les libéraux, l'Etat de droit est davantage un état d'esprit qui doit régner dans l'administration publique qu'une règle légale» ! (DB, juin 1979, éditée par le secrétaire central du Parti libéral suisse, Berne).

De même, l'opposition à la PFS menée sur la base d'arguments fédéralistes par le conseiller d'Etat vaudois J.-F. Leuba en 1978 n'a rien à voir avec une défense des libertés

face au renforcement de l'Etat policier. Leuba lui-même est le chef du Département de la justice et de la police, et il prétendait simplement rester maître du «maintien de l'ordre» dans le canton ! Le poids des arguments fédéralistes dans le vote hostile à la PFS n'a guère pesé au-delà de 10 o/o selon une enquête réalisée après la votation par l'Université de Berne.

En réalité, les libéraux se situent à la pointe des intérêts du grand capital helvétique. En Suisse romande ils visent à prendre le relais de l'offensive anti-ouvrière menée par les grands partis bourgeois (surtout les radicaux) en Suisse allemande, en faisant pression sur les radicaux romands, englués dans les scandales (Plan-les-Ouates GE, Epurex VD, etc.) et trop occupés à se faire passer pour les défenseurs des intérêts des petits et moyens patrons. Par la voix des Libéraux, le grand capital helvétique insinue une politique de resserrement des rangs bourgeois face à une possible montée de l'«union de la gauche» à Genève, Vaud et Neuchâtel. Ce programme ne se dissimule pas derrière les précautions de langage en vigueur chez les radicaux ou PDC.

Un seul credo : le profit

«L'objectif no 1 de la gestion d'une entreprise ne peut être atteint que par la prospérité, un euphémisme pour dire qu'il ne peut être atteint que par le profit, si décrié de nos jours.» Ainsi s'exprime Paul Waldvogel, libéral, président du conseil d'administration des Ateliers des Charmilles SA à Genève, en justifiant par là le transfert de la production d'une partie de l'entreprise hors de Suisse. «Le profit, nous en vivons tous», titre pour sa part un tract «tous ménages» distribué dans tout le pays à l'occasion de la campagne électorale par la SDES (Société pour le Développement de l'Economie Suisse, qui publie un service de presse patronal), dirigée en Suisse romande par Gilbert Couteau, candidat libéral au Conseil national. Et de «prouver», chiffres à l'appui, que les salaires augmentent plus que les profits nets, estimés en moyenne à... 4 pour cent, un taux à peine supérieur à celui d'un carnet d'épargne ! Toute cette propagande vulgairement mensongère a pour but de réhabiliter le profit et, plus prosaïquement, de faire accepter la nécessité des «rationalisations» et des «restructurations». Pourtant, les profits réalisés par les grandes entreprises en période de «prospérité» ne les ont pas empêchées, selon une enquête patronale (réalisée par Sweda International, Zurich, 24 H., 11. 9. 79), de procéder à une restructuration draconienne : «C'est dans la période de haute conjoncture (population en hausse, augmentation du pouvoir d'achat) que les fermetures de petits commerces alimentaires de détail ont été les plus nombreuses», souligne cette source patronale ! C'est ce que le programme du Parti libéral appelle «un profond processus d'adaptation aux circonstances nouvelles». Le Parti libéral n'admet que deux sortes de «régulateurs» : la concurrence et les prix. Or ces «régulateurs» sont complètement aux mains des grandes entreprises bénéficiant d'une position de monopole dans leurs domaines «forts» (machines spécialisées, chimie, secteurs alimentaires du type Nestlé, marché financier), situation qui leur permet d'imposer au «marché» l'élimination de la concurrence et par voie de conséquence leur permet de fixer des prix leur garantissant des sur-profits; les Libéraux se gardent bien de le rappeler. Sur le papier, chantres de l'«accès à la propriété privée», ils se font par ailleurs les porte-paroles du grand capital expropriateur, qui, particulièrement en période de crise, mène une politique non seulement d'attaque à la classe ouvrière, mais aussi de concentration du pouvoir économique en fa-

veur des grandes banques et des grandes entreprises suisses et à caractère multinational. Constatant les «risques» qu'un régime de «libre concurrence» ou d'«économie libre de marché» entraîne, les Libéraux prétendent que, «limités par le grand nombre et la diversité des décisions prises, (ces risques) s'égalisent et ne mettent pas l'ensemble de la communauté en péril». L'arrogance atteint son comble ! Seveso, sciemment préparé par Hoff-Roche, le géant de la chimie bâloise et sa filiale Givaudan à Genève, connaît pas ! Les risques sciemment pris en utilisant l'énergie nucléaire à un stade où cette technologie n'est nullement maîtrisée, connaît pas ! «A maints égards, l'énergie nucléaire est plus sûre que d'autres», affirme crânement leur programme... Concernant la pollution industrielle (fluor pour Alusuisse, mercure pour Ciba-Geigy-Monthey, etc.) : «Il convient surtout d'éviter de légiférer à tort et à travers».

Sur ces points, le programme libéral a au moins l'avantage de la franchise : la logique du profit ne peut que prendre consciemment le risque de «mettre la communauté en péril». Les Libéraux démontrent parfaitement qu'ils ont compris une chose : sans alternative socialiste, le mouvement ouvrier ne pourra sortir que perdant de la bataille pour la défense du niveau de vie et des conditions de survie (environnement) des travailleurs. C'est pourquoi ils s'acharnent à dénigrer l'alternative socialiste et à prolonger le plus possible la durée de vie de l'attachement des directions traditionnelles du mouvement ouvrier à la logique du profit («il ne faut pas tuer la poule aux oeufs d'or»).

En attendant la confrontation : démontage social

N'excluant pas, parmi les «dangers sérieux qui pèsent sur l'économie suisse», l'irruption d'«affrontements politiques et sociaux», les Libéraux misent à fond sur le rapport de forces actuellement favorable à la bourgeoisie sur le plan politique pour accélérer le rythme des restructurations et spécialement «assurer le financement coûteux de l'adaptation de l'entreprise aux conditions du marché et de la concurrence». C'est ainsi que les Libéraux «défendent» l'emploi : «un développement excessif de l'intervention de l'Etat met en péril l'efficacité du système, sa souplesse d'adaptation et par conséquent l'emploi»; pour «souplesse d'adaptation», il faut lire : capacité à accroître l'exploitation des travailleurs, à licencier comme bon lui semble, bien sûr. Et c'est là qu'intervient l'attaque aux dépenses sociales de l'Etat. Le Journal de Genève a d'ailleurs tenu à mettre en évidence l'enquête sur l'AVS montrant que des rentiers se permettaient de placer des économies sur des carnets d'épargne, pour motiver l'attaque clairement annoncée : «en 1979 il paraît plus important de lui (la prévoyance sociale, réd.) fixer des limites»; ou encore : «la sécurité sociale doit savoir s'arrêter avant de devenir un 'Etat-providence'». Selon les Libéraux, «diverses mesures d'assainissement s'imposent». Et de proposer ouvertement une baisse de certaines rentes, le refus de la création d'une assurance-maternité, la baisse des impôts immobiliers (une initiative libérale est lancée dans le canton de Vaud contre l'imposition de la valeur locative des immeubles habités par leur propriétaire), le refus d'introduire le 2ème pilier, etc. «Une politique fiscale appropriée» doit permettre de «stimuler les investissements industriels» : là encore, c'est plaider pour une baisse des impôts sur la fortune ou les sociétés; bref, un programme à la Margaret Thatcher (premier ministre conservateur en Grande-Bretagne).

Au chapitre de la condition de la femme, les Libéraux reconnaissent que leur insertion croissante dans la vie économique «peut faire apparaître la nécessité de modifier les horaires de travail, les congés de maladie, les assurances», mais ces préoccupations ne se retrouvent pas au chapitre des revendications. Au contraire, les Libéraux affirment leur hostilité à l'introduction de la semaine de 40 heures : «en tout état de cause la réduction de la durée du travail est inconcevable sans une amélioration correspondante du rendement». (Remarquons au passage que l'actuelle direction de la FTMH ne dit pas autre chose...) Néanmoins, depuis le début de la crise, le «rendement du travail n'a cessé d'augmenter... sans bien entendu que les horaires n'aient été abaissés dans une mesure correspondante; quant aux «coûts salariaux toujours considérablement plus élevés que ceux de plusieurs de nos concurrents étrangers», selon un directeur des Ateliers des Charmilles, il s'agit encore une fois d'un mensonge : les coûts salariaux horaires sont plus bas en Suisse qu'en Suède et en Allemagne fédérale, principal concurrent européen du capital suisse. D'ailleurs, le grand capital helvétique ne cesse d'étendre ses participations financières et ses créations d'entreprise en RFA (la Suisse détient 14 o/o des investissements étrangers en RFA selon... la SDES elle-même ! (ce qui signifie un montant de 8,9 milliards de marks). Enfin, nos défenseurs zélés des banques et des multinationales condamnent «les individus et les groupements qui, calomniant leur propre pays, l'accusent d'être un complice de ceux qui exploitent et pillent les peuples du Tiers Monde». L'usine Nestlé de Matagalpa fut construite avec une part importante de subventions de la BID (Banque interaméricaine de développement) et du gouvernement Somoza... Mais nous ne sommes que des calomnieux ! De même lorsque nous nous appuyons sur un rapport des Nations-Unies (les Libéraux sont prêts à plaider «sans action précipitée» pour l'entrée de la Suisse à l'ONU) qui établit la liste des 50 entreprises suisses — parmi lesquelles de bonnes banques libérales de Genève — commerçant avec l'Afrique du Sud et les autres régimes racistes colonialistes d'Afrique australe — encore une fois, nous calomnions ?

F.G.



Interfoto

Bien entouré, le camarade Ritschard ! La collaboration gouvernementale, c'est pas négatif pour tout le monde...

PSS: unité ouvrière ou participation gouvernementale

La Conférence nationale du PSS consacrée à la participation gouvernementale qui s'est déroulée le 15 septembre à Berne montre d'une part la forte position de l'actuel Comité directeur et des nombreux notables du PS (puisque aussi bien cette conférence n'avait aucun pouvoir de décision et que le Comité directeur avait par avance fait savoir que toute décision négative concernant la participation gouvernementale serait suivie d'une votation à la base). Mais, d'autre part, une première prise de conscience des effets destructeurs pour le mouvement ouvrier de la stratégie suivie par le PSS s'y est également manifestée.

Dans cette discussion, les marxistes révolutionnaires ne restent pas passifs; ils ne se contentent pas non plus de compter les points. Ils y interviennent en soulignant que ce débat sur la stratégie ne doit pas, sous peine de passer à côté de son objet, se limiter à une discussion tactique sur la participation gouvernementale et qu'il s'agit de mettre en question l'orientation d'ensemble du mouvement ouvrier. Et, comme Hubacher lui-même a dû le reconnaître, lors de sa conférence de presse, après la distribution du tract ci-dessous, la LMR propose une alternative à la politique du PS. Que le président du PSS cherche à disqualifier cette alternative en la qualifiant de "stratégie de la rue" et en comparant les résultats électoraux du PS et de la LMR, ne nous étonne guère. Il a tout intérêt à éluder les véritables termes du débat, à rejeter d'emblée toute remise en cause sérieuse de l'intégration du parti socialiste dans l'appareil d'Etat bourgeois suisse.

La remise en question de la stratégie du PS ne concerne pas simplement la participation gouvernementale mais touche aussi des points plus secondaires, comme celui des apparentements électoraux. A ce propos, un militant du Parti socialiste genevois a écrit la lettre ouverte ci-dessous, dont nous publions de larges extraits accompagnés de nos commentaires.

Berne, 15. 9. 1979

PS hors du Conseil fédéral — le mouvement ouvrier s'en trouvera-t-il renforcé ?

1. Le PS n'a pas le pouvoir, il porte seulement la responsabilité de la politique gouvernementale !

Sur un point au moins nous sommes du même avis que les initiateurs de ce débat : la participation gouvernementale du PS n'apporte rien à la classe ouvrière. La seule contribution publique à ce débat, celle de l'ex-conseiller fédéral Tschudi — présenté en 1959 par les bourgeois contre le candidat du Parti, W. Brüngel, on voit que Ritschard n'était pas le premier... — souligne ceci : la participation au gouvernement "sert le pays". On ne peut pas mieux nier que dans ce pays capitaliste il y ait des contradictions de classe. Et il est logique avec lui-même, en prenant la responsabilité du contre-projet gouvernemental à l'initiative du PSS sur les assurances maladie, il a freiné toute amélioration du sort des travailleurs dans ce domaine pour une assez longue période. Il s'est fait le chantre du 2ème pilier, dont la débâcle apparaît aujourd'hui à tout un chacun. Ses compromis n'ont pas "servi le pays", mais servi ceux qui dominent ce pays ! La bourgeoisie se sert des représentants du PS au gouvernement pour gérer le capitalisme; par là elle s'assure la docilité de la direction syndicale, et, à travers elle, de la classe ouvrière qu'elle influence et contrôle. Il suffirait que le PS à la direction des syndicats vienne à perdre son influence canalisatrice pour que la bourgeoisie choisisse aussitôt de se débarrasser des représentants du PS au Conseil fédéral !

2. La participation gouvernementale n'est que l'expression de la politique du PSS !

La participation gouvernementale, qui s'étend aussi sur les plans cantonaux et communaux, n'est que l'expression la plus visible de la politique du PS. Même si le PS quittait l'exécutif à ces différents niveaux, il resterait encore attaché à la gestion du capitalisme. Il y aurait encore des représentants socialistes à la présidence des BKW (société responsable de la centrale de Graben, BE) au moment où le PS bernois lance une initiative

cantonale contre la centrale de Graben ! Il y aurait encore des membres du PS qui, à leurs postes de fonctionnaires, continueraient à sanctionner des interdictions professionnelles, comme à Koniz (BE)... Bref, le PS continuerait une politique qui n'a plus rien à voir avec le combat quotidien pour se rapprocher du socialisme.

3. Le PS : il contrôle les syndicats et y mène la même politique.

Dans les syndicats, le PS continue à promouvoir les clauses de paix du travail dans les contrats, à occuper des sièges dans les tribunaux arbitraux et autres commissions paritaires et offices du travail; entrée dans les conseils d'administration des dirigeants syndicaux, où ils auront à sanctionner les licenciements et le blocage des salaires; bref, une politique qui ne se base pas sur la mobilisation des travailleurs, mais au contraire sur la "répartition du gâteau" entre quelques fonctionnaires. C'est précisément 40 ans de gestion du capitalisme au niveau syndical et gouvernemental qui est responsable de l'état de faiblesse dans lequel se trouve aujourd'hui le mouvement ouvrier. Vu l'absence de réelle organisation syndicale dans les entreprises, aucune mesure de défense efficace n'a pu être prise lors de la première récession de cette décennie. Les assurances sociales ont pu être entamées et tout développement stoppé dans ce domaine; il faut ajouter encore le blocage des effectifs des services publics, le blocage des salaires réels pour tous — une baisse même pour certains; l'attaque aux droits démocratiques. Tout cela est le produit d'une politique de collaboration de classe, qui a perdu de vue toute perspective socialiste.

4. Comment sortir de l'ornière ?

Il est essentiel de faire le bilan de l'ensemble de la politique du PS, pas seulement de la participation gouvernementale. Tous les dirigeants du PS au niveau gouvernemental, administratif et syndical portent la responsabilité de cette gestion du capitalisme, qui correspond étroitement au projet politique du PSS. Les socialistes actifs doivent donc commencer, parallèlement au bilan de la participation gouvernementale, à faire celui de la politique syndicale. Ce débat doit

avoir lieu dans le PS et se répercuter dans les syndicats et les entreprises. Ceux qui veulent réellement renforcer le mouvement ouvrier doivent inscrire cela dans la perspective d'une stimulation de tous les travailleurs à l'action. Engageons-nous tous pour la défense des intérêts des salariés indépendamment de ceux de la bourgeoisie et de son Etat ! Un exemple : la participation du PS et du cartel syndical bâlois au comité unitaire pour une initiative cantonale en faveur d'ateliers publics d'apprentissage fait beaucoup plus en faveur des apprentis que toutes les discussions de représentants du PS avec ou à l'intérieur de l'OFIAMT. Nous pouvons tous constater aujourd'hui ce qu'il est advenu — malgré les prises de position des syndicats et du PS — du projet d'ordonnance de la loi sur la formation professionnelle : les intérêts des apprentis ont été foulés aux pieds. Le renforcement des syndicats et leur implantation dans les entreprises sur la base d'une politique d'unité ouvrière : tel doit être le but de tous les socialistes actifs !

5. Sur cette perspective : hors du Conseil fédéral !

La sortie du Conseil fédéral ne peut être une aide aux travailleurs que si les socialistes actifs sont prêts à développer un travail dans cette direction. Dans ce cas, la sortie du Conseil fédéral exprimerait le poids acquis par les couches les plus actives de la classe ouvrière. Elle pourrait renforcer leurs luttes, faciliter l'expression de leurs revendications sur le plan politique et face au gouvernement, sans succomber aussitôt au danger des manœuvres qui se déroulent au sein du gouvernement. La sortie devrait faciliter également le travail en commun de tous les courants du mouvement ouvrier. Pour beaucoup, le projet d'un renforcement du mouvement ouvrier en vue de gouverner le pays sans les bourgeois, apparaîtrait comme plus crédible et mobilisateur.

6. Ensemble nous sommes plus forts.

Cette lutte ne peut se mener sans la participation de tous ceux qui sont prêts aujourd'hui à développer une politique d'indépendance de classe.

C'est pourquoi la LMR oriente ses activités politiques et son programme sur la mise en avant de l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour défendre des objectifs précis correspondant étroitement aux besoins actuels des salariés.

Nous sommes convaincus, dans la LMR, qu'il est nécessaire de construire un parti révolutionnaire pour mener à bien une politique d'indépendance de classe et d'unité de la classe. C'est pour cela que nous voulons renforcer la LMR et la IVe Internationale. Nous proposons, tous ensemble, dans l'action commune avec toutes les couches salariées qui ressentent la nécessité de mettre sur pied un dispositif de défense en vue de la prochaine récession, de débattre de la meilleure politique apte à sortir le mouvement ouvrier de l'ornière.

Si votre discussion sur le thème de la participation gouvernementale vous rapproche de ce constat et vous incite à agir en conséquence, alors on pourra dire que ce débat aura apporté quelque chose au mouvement ouvrier suisse !

Lettre ouverte au PS genevois

Lu dans le bulletin interne du 2 juillet : "Le CD a refusé une proposition de la LMR d'appareillement des listes pour l'élection du Conseil national". Sans autre commentaire, sans explication. La décision semble donc prise, et ce que le Comité Directeur a refusé, il paraît difficile de le faire admettre par le Parti avant les élections de cet automne (ce qui ne nous interdit pourtant pas d'essayer...).

Mais cette décision pose problème, et au-delà de l'échéance électorale, la proposition de la LMR et le sort qui lui a été réservé par le Comité Directeur recouvrent au moins trois questions :

* Lorsque nous parlons d'Unité, parlons-nous en même temps d'exclusion ? L'unité avec les uns (le PdT) doit-elle se payer de l'exclusion des autres (la LMR) ?
* Une unité avec ce qui "rapporte" électoralement, sans autre motivation, sans analyse autre que celle des potentiels électoraux, sans visée autre que "faire passer" nos candidats, une telle unité n'est-elle pas infirme, partielle, coupée de la réalité même au nom de laquelle on la justifie, réalité de crise ?
* Sommes-nous certains d'être plus proches, ou moins éloignés, du PdT que de la LMR, au-delà des chiffres et des bancs parlementaires ?

... S'il y a évidence, c'est uniquement ici l'évidence d'une exclusion par les forces politiques dominantes de la gauche d'une force politique marginale. Cette exclusion suppose que la mesure politique employée pour juger de la force d'une organisation soit électoraliste, uniquement et obstinément électoraliste. A partir du moment où, pour le PS, la valeur d'une organisa-

tion se mesure en nombre de bulletins retrouvés dans les urnes, on peut effectivement se passer d'aller plus loin dans l'analyse, refuser la LMR parce qu'elle "rapporte" électoralement trop peu, ou qu'elle nous coûterait les sourires du PdT.

Or dans force politique, il n'y a pas seulement force électorale : il y a aussi force militante, investissement pratique, et nous sommes un certain nombre, dans le PS, à pouvoir mesurer "à la base" la force militante de la LMR, et l'investissement pratique de nos camarades trotskystes. Il ne s'agit pas de leur "passer de la pommade", et cet investissement peut être orienté de manière aberrante, cette force militante fonctionnant dans une stratégie aux antipodes de toute efficacité politique constructive. Il n'en reste pas moins qu'il y a force militante, et qui tranche avec l'absence (ou la fuite) du PS de toute une série de luttes. Et c'est malheureusement logique : à privilégier l'insertion électorale, la lutte pour les postes, la présence dans les parlements et les gouvernements, on s'enlève à soi-même les moyens d'une présence "à la base". A vouloir contrôler les syndicats par le haut, et par l'appareil central, on court le risque de voir les réalités syndicales, et les militants syndicaux, pris en charge par des organisations qui se sont (de gré ou de force) donné d'autres priorités que purement parlementaristes.

Cette contradiction devient franchement caricaturale lorsque ce sont contre des "gestionnaires" socialistes (ou socio-démocrates) que les mouvements syndicaux se dressent, lorsque les revendications des travailleurs (de la fonction publique) sont avancées contre nos propres camara-

des. Il n'est d'ailleurs pas exclu que le rôle de la LMR dans les récents mouvements dans la fonction publique, et d'une manière générale sa pratique à l'intérieur des syndicats, n'ait largement convaincu le PS de la nécessité de repousser ces perturbateurs hors du champ politique "normal". Il était évidemment difficile de s'allier à ceux qui se battent quotidiennement contre les magistrats socialistes et contre les appareils syndicaux socio-démocrates. (...)

Nous refusons aujourd'hui la LMR avec le même type de raisonnements et de refus, dans la même logique, que d'autres sections du PSS refusent le PdT : des raisonnements arithmétiques, des refus comptables, des logiques de quantité (de bulletins de vote). Nous nous comportons, avec le PdT, comme les détenteurs d'une alternative que nous ne sommes pas capables d'avancer concrètement, et, parés de ce titre usurpé, nous procédons par exclusion des gènes et renvoi à l'expéditeur de leurs propositions. Et cela n'a plus rien à voir avec une unité qui serait le moyen de faire émerger, contre la réalité de la crise et de son utilisation par la bourgeoisie, une alternative socialiste. (...)

Le débat électoral aurait pu être le moyen d'une remise en cause de l'électoralisme : il ne sera que la répétition d'un discours publicitaire que la majorité des travailleurs n'entendent plus, et nous nous contenterons, avec nos "alliés traditionnels", d'un rituel parlementaire qui laisse désertés les bureaux de vote des quartiers populaires.

Pascal Holenweg

NOTRE COMMENTAIRE

Bien des membres du Parti Socialiste Genevois — comme d'ailleurs du Parti du Travail — partagent le constat de P. Holenweg.

* Ils en ont assez de ces comptes d'apothicaires électoraux qui contredisent sans cesse une réelle politique d'unité ouvrière de la gauche contre les attaques de la bourgeoisie.

* Ils constatent — comme a aussi dû le faire Helmut Hubacher au dernier Congrès du PSS — que l'électoralisme démobilise les travailleurs, jusque sur le plan électoral.

* Ils critiquent cet électoralisme du PS parce que c'est le résultat de la politique de cogestion gouvernementale et de "paix du travail" que mène leur parti, depuis des décennies, dans les syndicats et les gouvernements.

Nous avons constitué la LMR, il y a juste dix ans, à partir d'un bilan

analogue des effets désastreux de la collaboration de classe. Au cours de ces dernières années, avec la crise, ces effets sont clairement apparus : le mouvement ouvrier reste faible, mal organisé dans les entreprises, divisé entre nationalités, régulièrement bloqué par les partis bourgeois au parlement. Comment le PSS peut-il condamner les "escrocs du secret bancaire" et appeler à gérer le gouvernement avec ces escrocs ?

P. Holenweg arrive aux mêmes conclusions : "cela n'a plus rien à voir avec une unité qui serait le moyen de faire émerger, contre la réalité de la crise et de son utilisation par la bourgeoisie, une alternative socialiste".

Au lieu d'une "gauche unie" électorale, il est donc urgent d'avancer des propositions concrètes autour

desquelles les travailleurs puissent s'unir et renforcer leurs rangs. C'est ce que la LMR s'efforce de réaliser, malgré ses forces encore limitées, dans les syndicats, dans le mouvement des femmes (par exemple pour l'assurance-maternité) ou le mouvement antinucléaire, pour des ateliers publics de formation professionnelle ou pour la solidarité internationale des travailleurs.

N'est-ce pas là une politique constructive, qui n'a rien "d'aberrant", quoi qu'en dise P. Holenweg ?

C'est pour cette politique, finalement bien plus réaliste que celle du PS ou du PdT, à la recherche du compromis avec les forces politiques bourgeoises, que nous appelons à voter pour les candidats de la LMR.



Interfoto

Le PdT et le féminisme: une liaison dangereuse

«Traditionnellement le mouvement ouvrier considère comme évidente la nécessité de la libération et de l'émancipation de la femme.» C'est en ces termes que la résolution du congrès de 78 du Parti suisse du Travail (PST) fait le «bilan» de dizaines d'années de non-prise en charge par les organisations ouvrières des revendications féministes !

En fait, dans tous les pays capitalistes, l'apparition du mouvement féministe, le développement des luttes des femmes contre leur exploitation et leur oppression ont pris les partis communistes par surprise, les ont mis dans l'embarras. Le PST n'échappe pas à cette règle. Cela est dû à sa formation stalinienne qui l'a amené à glorifier la famille et à soutenir la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin (interdiction de l'avortement par exemple) qui se manifeste aussi dans tous les domaines de la vie quotidienne. En 1971 encore lors de sa conférence nationale le PST s'exprimait ainsi : «On a fait peu de choses pour faciliter à la femme la prise de ses nouvelles responsabilités, (...) pour la protéger dans sa fonction maternelle» (souligné par nous). L'embarras des partis communistes est également lié aux contradictions qui existent entre leur politique de collaboration de classe et la défense de revendications féministes qui mettent en cause radicalement le mode d'organisation même de la société capitaliste. En effet, ils sont placés devant la contradiction suivante : comment à la fois apparaître comme le parti qui défend ces revendications et continuer en même temps une politique d'appel du pied et d'alliance avec les partis bourgeois, en particulier avec le PDC, un parti qui justement est à la pointe des attaques contre les droits des femmes. Ce dilemme existe pour le PST, il est évidemment bien plus fort pour le PCI dans sa politique de compromis historique avec la démocratie-chrétienne.

Reconnaître le mouvement des femmes pour l'intégrer

Le PST a répondu d'une double façon à ces contradictions. D'une part et jusqu'à aujourd'hui pour ne pas «heurter» de front l'idéologie dominante, dans sa perspective d'alliance avec les couches antimonopolistes, il a déserté quasi totalement le mouvement féministe qui s'est développé depuis 68. D'autre part, il cherche à l'intégrer dans sa stratégie institutionnelle, comme allié dans sa bataille visant à une conquête démocratique de l'Etat bourgeois. Ainsi dans le débat, publié par la Voix Ouvrière (V.O.), organe du PST, du 31 août 1979, prend-il position en disant : «Mais la lutte autonome des femmes, des mouvements féministes en particulier, a également été un point d'appui des forces de progrès. Sans cette lutte autonome des femmes, les transformations encore nécessaires sont impensables. Il s'agit d'un combat démocratique qui, comme toutes les luttes pour la démocratie, peut s'insérer dans le processus de transformation révolutionnaire». Les luttes du mouvement femme sont donc avant tout un «point d'appui» pour la stratégie du PST. Et si, après une politique faite d'hésitations, de concessions et souvent de négation pure et simple des aspirations de ces mouvements — comme le reconnaissent d'ailleurs les débats de la VO du 31 août — le PST admet en partie l'oppression spécifique des femmes et l'importance de leur lutte de libération, cela ne règle pas tout, et de loin. Car le problème est dès lors de proposer une stratégie de lutte pour cette libération et donc du rapport entre le mouvement ouvrier — le PST entre autres — et le mouvement des femmes. Là Marcelle Corswant, députée du PST, affirme clairement : «Toute-

fois on ne peut pas parler de rallier les mouvements féministes; il faut dire plutôt : intégrer les apports valables du féminisme». En d'autres termes, il s'agit d'intégrer le mouvement des femmes à la politique de conquête graduelle de l'Etat bourgeois qui implique des accords avec certains partis capitalistes. «Les apports valables du féminisme» seront dès lors mesurés à l'étalon de ce qui n'entre pas en contradiction avec cette politique de collaboration. L'acceptation du cadre institutionnel bourgeois devient une précondition pour la reconnaissance du mouvement de masse des femmes. Le PST se présente alors comme une médiation institutionnelle de ce mouvement, «le meilleur défenseur des femmes au Parlement», où il négocie les revendications féministes au Parlement en fonction de la situation politique et économique. Parce que le mouvement de lutte des femmes pour leur libération met en cause certains fondements de la société capitaliste et qu'il ne pourra triompher que dans le cadre d'une société socialiste, le PST ne peut répondre pleinement à ses aspirations. Au contraire, sa politique quotidienne s'y oppose sur le fond et n'offre aucune alternative qui favorise un lien entre la lutte du mouvement femmes et celle de la classe ouvrière.

Le féminisme, pour le PST, c'est un féminisme rassurant pour son électorat, débarrassé de ses aspects «gênants», un féminisme qui ne touche entre autres pas à la structure de la famille. Ainsi dans la VO, il insiste lourdement sur le côté «grave, douloureux, éprouvant moralement» de l'avortement, comme si cette intervention n'était pas déjà suffisamment ressentie avec honte et culpabilité par les femmes, comme s'il était nécessaire de leur montrer qu'il ne s'agit pas d'une partie de plaisir. Ainsi, dans la VO du 1er mai 1971 on pouvait lire : «Beaucoup de gens, et hélas de femmes, proclament que l'interruption de grossesse devrait être libre. Tel n'est pas notre avis (...). Ceux ou celles qui n'en sont pas conscients se placent au niveau des personnes pour qui l'acte sexuel, c'est un verre d'eau que l'on avale quand on a soif». Sans commentaire pour le «verre d'eau»... Mais surtout l'essentiel de la politique du PST a été une politique pro-familiale tendant une main nataliste au PDC; elle se manifeste par le lancement systématique d'initiatives cantonales ou de motions dans les parlements pour des augmentations d'allocations familiales, sous le titre d'une «meilleure protection de la famille». Quant à l'égalité des droits, le PST table sur l'initiative fédérale pour l'égalité...

«dans un sens dynamique» comme le dit A.-C. Menetrey dans la VO du 8 mars 79. Elle veut faire croire qu'une constitution peut servir «à obliger à changer la réalité», qu'un article constitutionnel peut avoir «une portée normative concrète» sur ce problème. Le PST affirme ainsi que le droit bourgeois peut diriger l'économie en faveur des travailleuses. Suite logique de cette position : on ne peut attendre de ce parti qu'une chose, qu'il mène la bataille pour l'égalité des droits à coup de motions et de postulats au parlement. A.-C. Menetrey pense-t-elle sérieusement que l'article de la Constitution jurassienne assurant l'égalité des droits aux femmes permet d'obliger les patrons jurassiens à renoncer aux discriminations d'emploi et salariales dont sont victimes les salariées jurassiennes ? Poser la question c'est y répondre. Et c'est exactement là que se situe la limite de toute stratégie réformiste pour la libération de la femme. Si l'on doit donc saluer l'ouverture du PST à la problématique des mouvements de femmes, force nous est de constater que l'abandon par ce parti d'une véritable stratégie pour la révolution socialiste va de pair avec son incapacité de défendre sur le fond et dans sa pratique quotidienne la lutte pour l'émancipation des femmes.

JMD

Le PS ou le féminisme à pas feutrés



Interfoto

Gret Haller, membre de la commission nationale femme du PSS, a développé dans le numéro de juillet de «mir Fraue» une conception qui rejette tout lien entre la lutte des femmes et la lutte de classe et qui place la lutte féministe en-dehors même des confrontations politiques. Ce n'est pas, bien évidemment, une position personnelle. Mais au contraire c'est là le prolongement extrême de la politique de collaboration menée par le Parti socialiste dans d'autres domaines; ce dernier se refuse à reconnaître l'existence en Suisse d'intérêts de classe fondamentalement opposés entre patronat et salarié(e)s.

Le féminisme au-dessus des classes

Dans cette logique, Gret Haller déclare : «Si dans des organisations de femmes, des propositions positives sont rejetées parce qu'elles proviennent de femmes de partis de droite ou de partis de gauche, il y a quelque chose qui ne joue pas pour moi». Analysant le fait que les partis politiques — même le sien — sont dominés par les hommes, que les questions des femmes sont reléguées au deuxième plan, que la principale préoccupation des hommes dans l'appareil est de «grimper» à l'échelon supérieur et qu'il y

régne une idéologie mâle-chauvine, Gret Haller affirme que «la solidarité entre femmes au-dessus des partis va de soi» ! Ses raisons : les partis sont des clubs d'hommes et les femmes y sont toujours en opposition, minoritaires. Et Gret Haller d'affirmer que l'on ne peut classer aussi facilement une femme à gauche ou à droite... Mettre ainsi le féminisme «au-dessus de la mêlée» ne signifie pas autre chose que penser que la libération de la femme n'est pas liée étroitement au renversement radical du système capitaliste qui perpétue et accentue l'oppression des femmes. Et cette théorie — derrière la phraseologie féministe de la «solidarité entre toutes les femmes» — aboutit à proposer des aménagements à l'intérieur de la société bourgeoise pour les femmes, une meilleure répartition des rôles et des tâches dans la famille, un véritable «partenariat» à l'intérieur du couple. «La répartition traditionnelle des rôles entre l'homme et la femme ne correspond plus au genre de vie actuel et empêche les femmes d'épanouir leurs capacités et leurs forces au bénéfice de la famille et de la communauté», estiment les Femmes socialistes. On ne peut pas être plus clair !

A partir de la constatation que l'oppression des femmes traverse les partis bourgeois

et également les organisations ouvrières, Gret Haller renonce à l'idée de mener un combat réel pour que ces dernières modifient leur fonctionnement et leur rapport avec les femmes qui militent en leur sein et qu'elles prennent en charge véritablement la lutte pour les droits des femmes. Elle comprend dès lors le mouvement des femmes comme un «lobby», réunissant les femmes salariées comme les femmes bourgeoises, et dont l'objectif est de faire pression sur les appareils politiques. Cette conception développée en-dehors de toute perspective socialiste, laisse totalement de côté le rôle central de la classe ouvrière pour la libération et l'émancipation de toute l'humanité qui doit dans son combat, pour renforcer son unité et donc son efficacité, prendre en charge l'ensemble des revendications féministes.

C'est bien évidemment une toute autre perspective que défend la direction du PSS par la bouche de la présidente des Femmes socialistes, Rita Gassman : «Les organisations féministes sont nécessaires au sein des partis politiques. L'un de leurs buts est d'enthousiasmer davantage les jeunes camarades à notre travail, pour, ensemble, empoigner la solution des anciens et des nouveaux problèmes» (rapport de gestion 1974/75, PSS). La lutte pour l'émancipation des femmes devient un argument pour susciter plus de militantisme dans le parti, le rendre plus attractif, elle est avant tout un excellent argument électoral.

Il est pourtant significatif que le PSS s'occupe — même à sa manière — du féminisme. C'est là la preuve de l'impact des débats suscités par le mouvement femmes et en particulier par les marxistes révolutionnaires sur la nécessaire prise en charge de ces questions par les organisations ouvrières. La discussion portée par des femmes dans le PSS participe d'une telle prise en charge et de ce point de vue elle constitue un pas en avant positif. Une lutte conséquente pour la libération des femmes peut impliquer aussi une remise en cause plus fondamentale de la politique de gestion de l'ordre capitaliste pratiquée par le PSS. C'est là un des aspects explosifs du féminisme !

JMD



NICARAGUA: les femmes dans la révolution

L'Iran l'a montré, le Nicaragua l'a confirmé : les révolutions actuelles voient une participation de plus en plus massive et active des femmes, processus souligné par la commandante Doria Maria Tellez (Dos), chef militaire de la ville de Leon, dans un bref dialogue avec un journaliste cubain : "— Jusqu'à présent dans l'histoire des révolutions, c'est la révolution nicaraguayenne qui a enregistré la plus forte participation féminine. — Je crois que c'est parce qu'il s'agit de la plus récente; à la prochaine indépendamment du pays où elle aura lieu, il y aura plus de femmes. Ici, l'intégration de la femme à la lutte a étonné beaucoup de gens, et c'est cet étonnement qui nous en a fait prendre conscience".

La participation des femmes a été d'autant plus importante que leur organisation, l'Ampronac (Association des femmes nicaraguayennes face à la problématique nationale) constituait le seul cadre légal où pouvait s'effectuer un travail politique sous la dictature de Somoza. Partant de la défense des droits de l'homme et de la femme en prenant au pied de la lettre les déclarations de Carter, prenant en charge la défense civique et le parrainage des prisonniers politiques, le mouvement s'est radicalisé dans l'action, participant ensuite à la préparation de l'insurrection et aujourd'hui à la reconstruction nationale. Cette présence des femmes aux avant-postes de la lutte a trouvé une première sanction légale dans le décret gouvernemental qui interdit l'utilisation de la femme comme objet sexuel dans la publicité. Nous publions ci-dessous deux entretiens avec des militantes de l'Ampronac qui précisent le rôle de cette organisation dans l'insurrection et la reconstruction nationale.

Interview de Silvia, militante d'Ampronac

* Quel a été le rôle du mouvement des femmes ces dernières années ?

— Je vais d'abord vous faire une brève histoire d'Ampronac. En 1977, c'était l'état de siège et la loi martiale. Cela empêchait de faire connaître toutes les barbaries que commettait la dictature. Pas de journaux, censure totale, pas de moyens de communication. C'est alors que nous avons créé Ampronac comme organisation de défense des droits humains. Notre rôle à ce moment-là a été de dénoncer les crimes de la dictature, la disparition de 360 familles paysannes, en faisant de l'information, y compris en allant aux ministères demander une réponse sur le sort de ces familles. C'était en septembre 1977. Nous sommes passées par tout ce processus de dénonciation et revendication. Puis, en janvier 1978, nous avons occupé le siège de l'ONU. Nous avons fait cela pour faire connaître les crimes de la dictature et lancer un appel pour l'abolition de la loi martiale et de l'état de siège. Pendant cette occupation, nous avons été réprimées à coup de grenades lacrymogènes et de balles : deux camarades ont été blessées. Cela a beaucoup élargi notre audience et de nombreuses femmes des couches populaires ont alors cherché à intégrer Ampronac. Ici, au Nicaragua, les régions agricoles sont les plus défavorisées, marginalisées et exploitées. C'est pourquoi nous avons fait une marche que nous avons appelée "marche de la faim", dans la zone de Carazo, où nous avons regroupé tous les paysans de la région. C'était au moment de la récolte du café.

* Qui l'a organisée ?

— Ampronac. Il y a des ouvrières et des paysannes à Ampronac. Nous avons organisé cette marche en riposte aux déclarations qu'avait fai-

tes Somoza lors d'une conférence de presse internationale. Il avait affirmé qu'il n'y avait pas de famine au Nicaragua, que les paysans jouissaient de tous leurs droits, qu'il y avait suffisamment de travail, bref, que tout allait pour le mieux. Par la marche, nous avons démontré le contraire et révélé la réalité du Nicaragua. Cette action aussi a été réprimée par la garde et il y a eu des blessés. Une camarade qui travaillait ici avec nous a eu la partie arrière du pied arrachée par une balle. C'était terrible, mais cela ne nous a pas arrêtées.

* Y avait-il seulement des femmes ou bien des hommes y ont-ils aussi participé ?

— C'était organisé par des femmes mais à l'intention de tous, paysans et paysannes. Après cela, la dictature déclencha la répression contre Ampronac. La garde nationale persécutait les quartiers où il y avait des comités Ampronac.

Pendant l'insurrection de septembre, nos militantes sont intervenues activement en organisant des équipes de premiers secours par pâtés de maisons. C'était là leur rôle essentiel : soigner les blessés, les aider à se cacher. Certaines sont allées se battre. Des camarades sont mortes pendant l'insurrection.

Après cela, nous avons analysé la situation : quelle ligne allions-nous suivre ? Nous avons décidé en conseil, et par vote, d'appuyer l'orientation populaire. C'est alors que nous avons commencé à nous organiser de manière plus intense. Au lieu d'équipes de premiers secours, nous avons installé des dispensaires populaires. Ils avaient deux fonctions : la première, en période pré-insurrectionnelle, d'assister la population des quartiers; la seconde, d'être un recours en temps de guerre. Et de fait, pendant l'insurrection

finale, ces cliniques ont été d'une grande utilité : c'est là que l'on a soigné les blessés. Il y avait aussi une équipe médicale mobile qui se mobilisait dans les différents secteurs de combat. C'est dans cette équipe que travaillait notre camarade Erlinda Lopez, quand elle a été capturée avec un médecin dans une expédition de secours. Elle a été violée, torturée et tuée, ainsi que le médecin. Elle était responsable de tout le service de santé dans le quartier Saint-Judas, où nous sommes et nous avons donné son nom à ce local. En réalité, la participation des femmes organisées s'est faite à tous les niveaux : les unes

étaient responsables de secours, d'autres assumaient des tâches de propagande, d'autres avaient des postes d'observation ou de surveillance, d'autres préparaient et portaient les repas aux combattants dans les tranchées. D'autres, enfin, qui avaient suivi une préparation militaire, ont pris les armes et sont allées combattre. De telle sorte que la participation d'Ampronac à la lutte a été active et décisive. Aucun isolement, chacune avait sa tâche en fonction de ses capacités. A l'heure de l'insurrection, chacune était à son poste, après avoir, par mesure de sécurité, changé d'endroit.

* Les femmes qui sont aujourd'hui dans l'armée viennent-elles d'Ampronac ou bien se sont-elles engagées de manière indépendante ?

— Beaucoup d'entre elles viennent d'Ampronac. D'autres s'étaient formées dans le Front sandiniste. Quand on nous a envoyées sur les différents fronts (nord, sud, etc.), nous y avons rempli des tâches politiques, nous avons contribué à l'organisation des masses dans les zones libérées et dans certains cas nous avons combattu. Voilà, plus ou moins ce qu'a été la participation des femmes. En chacune d'entre nous, il y a une expérience vécue.

Interview de Gloria, membre du comité exécutif

* Nous avons lu dans les journaux qu'Ampronac avait changé de nom dans plusieurs villes du Nicaragua...

— Non, l'organisation n'a pas officiellement changé de nom. Mais nous en avons parlé. Nous pensons que ce nom doit changer parce qu'il correspondait à une situation où les femmes étaient confrontées au problème national alors que, dans la situation actuelle, ce n'est pas pour résoudre le problème national que les femmes s'organisent. Nous voulons que le nom de notre organisation corresponde à la situation positive à laquelle nous sommes confrontées maintenant.

Mais avant de changer de nom, nous avions besoin de réactiver Ampronac en tant que telle dans les différentes villes où cette organisation existait, de remobiliser sa base. Ceci parce que, pendant l'insurrection, toutes les organisations populaires et les organisations de masse se sont trouvées dissoutes en ce sens que tout était centré sur la lutte armée et que la seule chose qui fonctionnait était la structure militaire du Front sandiniste. Cela ne veut pas dire que les femmes d'Ampronac n'étaient pas impliquées dans la lutte de différentes manières et à différents niveaux. Nous pensions qu'après l'insurrection les femmes qui militaient à Ampronac reviendraient. C'est ainsi que nous avons commencé à prendre contact avec ces femmes dans différentes villes et à remettre sur pied notre organisation. La première chose à faire était de mobiliser afin de soutenir le processus révolutionnaire. Ainsi, nous avons réaffirmé l'importance de la participation des femmes à la révolution.

* Quels sont vos besoins les plus importants en matière de solidarité internationale ? En particulier de la part des mouvements des femmes aux USA et en Europe ?

— Eh bien, il semble que ces mouvements, dans ces pays sont forts et ont d'importants moyens matériels. Nous en espérons une solidarité active parce que nous sommes une organisation de femmes qui luttons pour la promotion des femmes dans ce pays. Si bien que d'une certaine manière, nous attendons une sorte de solidarité particulière entre les groupes de femmes, mais d'une autre, nous en attendons le même genre d'aide que de quicon-

que. Nous avons des idées concrètes, concernant ce que nous voulons faire : la promotion sociale des femmes, la santé des femmes et des enfants, les cliniques populaires, les programmes d'hygiène. Ces mouvements pourraient aussi nous aider en ce qui concerne l'éducation et la formation des femmes. J'ai parlé du rôle des femmes dans la société, au Nicaragua, de la façon dont elles sont intégrées au processus actuel, de la signification que revêt ce processus pour elles. La réalisation de ces idées implique un travail considérable de mobilisation de la population, elle implique que l'on aille dans les différentes régions, que l'on éduque les gens. Il existe du matériel écrit, du matériel audiovisuel tout à fait sophistiqué, mais ce dont, nous, nous avons besoin, c'est de craie et de tableaux, nous n'avons rien. Nous n'avons pas de machines à écrire, de magnétophones, d'électrophones. Si nous avions des magnétophones, nous pourrions enregistrer des discours et les diffuser partout. Nous n'avons rien. Ce sont, cela aussi, les problèmes de l'éducation et de la promotion sociale des femmes.

Nous voulons aussi mettre en place de petits ateliers pour les femmes, pour qu'elles puissent y travailler, y acquérir une formation. Nous voulons mettre en place des ateliers de couture pour les femmes, par exemple d'artisanat, des ateliers où les femmes puissent produire quelque chose, parce que nous avons besoin de façon urgente que la production reprenne dans ce pays et nous voulons que tous participent à cette activité de production. Le pouvoir d'achat dans notre pays est très faible. Notre idée est, elle, la suivante : ces petits ateliers de femmes pourraient, avec l'aide des organisations de femmes d'autres pays, et d'autres organisations disposées à nous aider, vendre ces produits à l'extérieur, car nous avons besoin d'argent. Ces objets pourraient être vendus dans le cadre de la campagne de solidarité avec le Nicaragua et leur prix pourrait être à la mesure des besoins de ce pays.

* Quels sont vos projets concernant le contrôle des naissances et l'avortement ?

— Cela ne se pose pas comme l'un des problèmes immédiats des femmes aujourd'hui. Ce sont des pro-

blèmes qui se posent davantage dans le cadre d'une société plus développée (avancée), où le rôle des femmes peut être apprécié selon un schéma plus avancé. Nous devons tenir compte de l'état de notre société. Le problème des femmes nicaraguayennes est davantage de trouver de la nourriture pour leurs enfants, les moyens de les soigner lorsqu'ils sont malades, ensuite, se poseront les problèmes de l'avortement et du contrôle des naissances. Je pense que ces préoccupations apparaissent au fur et à mesure que se développe une société. Tant que nous n'avons pas résolu nos problèmes tout à fait élémentaires, nous ne pouvons pas nous poser vraiment ceux que vous évoquez.

* Hier, nous avons vu beaucoup de femmes armées dans le défilé militaire. Penses-tu qu'il n'y a là qu'une réponse à une situation d'urgence ou bien que ces femmes seront intégrées dans la structure permanente de l'armée ?

— Les femmes ont un grand rôle à jouer dans la société et, donc, elles doivent être intégrées à tous les niveaux de la société. Pour nous, l'armée est l'un de ces niveaux. Les femmes devraient donc y être aussi longtemps qu'elles le veulent. Le plus important, c'est que les femmes soient concernées par la dimension militaire des choses, pas nécessairement, à mon avis qu'elles soient dans l'armée. Maintenant, l'armée se transforme en armée permanente, ce qui pose un certain nombre de problèmes objectifs. Il serait difficile pour une femme d'être dans l'armée et d'avoir une famille. Mais c'est à chaque individu de trouver la réponse à ces problèmes. Je ne sais pas, peut-être trouverez-vous moins de femmes dans certaines unités. Mais je pense que le plus important est que les femmes se sentent concernées par cette question et aient une opinion sur l'armée, qu'elles participent à l'élaboration des décisions concernant ce problème. L'intégration des femmes à l'armée ne sera pas mesurée au nombre des femmes qui y sont intégrées, mais à la participation des femmes à la résolution des problèmes de l'armée.

Interview réalisée par des correspondants "Rouge" et "Militant"



POLOGNE: un nouveau parti pour quoi faire ?

Le premier septembre dernier au cours d'une manifestation à Varsovie organisée en commun par les militants du Mouvement de défense des droits de l'homme (ROPCIO) et des dissidents de cette organisation regroupés autour du journal *Droga* (la Voie), ces derniers ont annoncé la création du "premier parti oppositionnel en Pologne".

Ainsi, pour la première fois, une organisation opposante souligne en termes clairs le problème du pouvoir. Jusqu'à présent les oppositionnels analysaient leur avenir en termes de "démocratisation" — qui pour certains devait être une initiative de la bureaucratie et pour d'autres devait prendre la forme d'un long processus de reconstruction, Moczulski et ses amis ont renversé ce schéma : pas de démocratisation sans renversement de la bureaucratie, disent-ils en substance.

Le fait que l'initiative vienne de milieux nationalistes est lui aussi important : l'attitude de ceux-ci était jusqu'alors dominée par la crainte qu'une intervention soviétique fasse disparaître la Pologne en tant qu'entité séparée en Europe de l'Est. L'actuelle radicalisation des milieux nationalistes traduit une accélération de la situation politique, qui touchera sans aucun doute aussi d'autres secteurs oppositionnels.

Le discours nationaliste dans une Pologne qui n'est plus un Etat multinational traduit avant tout la volonté de renverser la bureaucratie; il doit être apprécié d'une manière différente de celle qui a été de tout temps portée à son sujet par les révolutionnaires polonais. Enfin, l'existence d'un courant se réclamant du socialisme et du pouvoir ouvrier — pour la première fois depuis le milieu des années soixante en Pologne — au sein de la KPN (Confédération de la Pologne indépendante — nom de ce nouveau parti) est un autre facteur important pour son avenir et plus largement pour celui de l'opposition dans son ensemble.

Nous publions ci-dessous les extraits d'une longue conversation téléphonique avec le porte-parole de la KPN, Leszek Moczulski.

C.S.

* Pourquoi avoir proclamé un nouveau parti ?

— Nous devons reconstituer une vie politique en Pologne, si nous voulons qu'elle puisse jouer un rôle quelconque. De là découle la nécessité d'existence de partis politiques agissant ouvertement — seul moyen d'institutionnaliser cette vie politique. La société atomisée, telle qu'on la connaît en Pologne depuis plusieurs décennies, est impuissante face au pouvoir bien organisé. Ce dernier peut toujours la détruire, la tromper, lui imposer le silence. Le rôle d'un parti politique est d'empêcher cela.

* Mais le Comité d'autodéfense sociale (KSS/KOR), le Mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen (ROPCIO), s'ils ne se proclamaient pas formellement "partis politiques", jouaient de fait le rôle de partis. En quoi votre initiative est donc nouvelle ?

— Le KSS/KOR aussi bien que le ROPCIO jouent bien sûr le rôle de forces politiques. Cependant, en même temps ils tiennent à souligner leur caractère "apolitique", leurs buts avant tout humanitaires — lutte contre la répression, pour les droits de l'homme, pour l'application pratique des textes législatifs reconnus par le pouvoir. Tous deux ont affirmé, le KSS/KOR encore tout récemment, que leur but n'est pas la prise du pouvoir. Un parti politique, c'est quelque chose de très différent. Il doit au contraire chercher à accéder au pouvoir pour transformer la réalité en accord avec son programme. Si nous voulons construire une troisième République, nous devons bien sûr changer le pouvoir dans ce pays !

Enfin dernière différence pour nous très importante, si dans les deux organisations les militants qui sont "pour l'indépendance" ne manquent pas, ces organisations ne luttent pas pour l'indépendance. Entre "être pour" et agir il y a toute la différence entre la pensée et l'action.

* Quels sont les buts de la "Confédération de la Pologne indépendante" (KPN) ?

— Ils sont présentés dans une déclaration idéologique en dix points. Le plus important d'entre eux dit :

"L'opportunité de créer une nouvelle, troisième République polonaise, indépendante et démocratique, ne doit pas être gaspillée. La seule voie qui mène à ce but est l'arrêt de la domination soviétique par la liquidation du pouvoir du Parti ou-

vrier unifié polonais (POUP)". En d'autres termes, à la place de la République populaire de Pologne, nous voulons construire un système politique où l'exercice du pouvoir par un parti unique, quel qu'il soit, ne soit pas possible, de même que l'hégémonie d'un facteur extérieur.

* L'attitude vis-à-vis de la propriété des moyens de production a toujours été considérée comme un élément essentiel pour juger du caractère d'un parti. Quel est votre programme à ce propos ?

— Notre parti est hétérogène, d'où le nom "confédération". Le premier point de nos statuts affirme : "La KPN est un parti unifiant en son sein des groupes autonomes tant politiquement qu'idéologiquement, dont aussi ceux qui au cours de leur développement prendront la décision de se transformer en partis politiques indépendants". La conséquence de cela, c'est que sur des problèmes particuliers, tenant à la forme de la Pologne indépendante, chaque courant peut avoir un point de vue spécifique. Certains groupes faisant partie de la Confédération, surtout le Mouvement d'entente des socialistes polonais — implanté surtout parmi les ouvriers de Nowa Huta (aciérie immense aux environs de Cracovie, réd.), de Katowice, de Lublin et depuis récemment de Lodz, pensent qu'il faut bâtir un véritable système socialiste comprenant bien sûr une socialisation très poussée des moyens de production,

mais aussi un système d'autogestion ouvrière, ou plutôt le gouvernement des producteurs associés sur les moyens de production. D'autres groupes, par contre, considérant que l'étatisation de l'économie mène droit au totalitarisme, prévoient un large champ pour l'initiative privée. Quant à moi, je pars des faits : aujourd'hui, l'économie polonaise — si on excepte l'agriculture — est étatisée. Même si quelqu'un voulait la reprivatiser, il n'y a pas de propriétaires auxquels la rendre. Mais même si une décision de réintroduction de l'économie privée était prise, elle ne pourrait être suivie d'effets : il n'y a pas en Pologne de forces sociales, de capitaux, qui pourraient créer un secteur capitaliste un tant soit peu important, à côté de cet énorme secteur étatisé qu'on ne voudra certainement pas reprivatiser. (...)

* Comment votre initiative a-t-elle été accueillie ?

— Les autorités ont voulu nous empêcher de proclamer notre parti, plus de quarante personnes ont été arrêtées parmi celles qui devaient annoncer notre existence. Mais nous avions prévu des équipes de rechange et nous avons été en mesure de mener à bien cette opération dans cinq villes de Pologne. La brutalité de la répression est un signe de son impuissance : à Varsovie au cours d'une perquisition chez une vieille dame, qui a déjà passé plus de cinq ans en Sibérie, les policiers

cherchant un dépôt de matériel se sont montrés particulièrement violents lorsqu'ils n'ont rien trouvé. A Lublin ils ont maltraité un garçon de seize ans.

Mais nous n'avons pas peur de cette répression : loin de nous affaiblir, elle renforce la volonté de lutte de nos militants. Parallèlement on essaie de monter une campagne d'insinuations autour de notre activité. Des bruits, selon lesquels nous serions des provocateurs chargés de fournir un prétexte à l'intervention soviétique, sont lancés par Pax (organisation catholique soutenant le pouvoir, constituée en 1947, par un ancien dirigeant fasciste polonais, réd.). Cela serait drôle, mais dans notre pays les gens apeurés cherchent souvent des prétextes à leur inaction. Un deuxième exemple, plus grave car cela vient des milieux oppositionnels que nous estimons, est de nous faire passer pour des magouilleurs, qui voudraient s'approprier des actions menées par d'autres.

C'est absurde, nous reconnaissons volontiers l'apport d'autres mouvements, nous voulons seulement pouvoir mener à bien nos actions. L'opposition perd encore trop souvent son énergie en vaines querelles. Polémiques sur la politique, sur le programme — nous espérons d'ailleurs que d'autres programmes seront opposés à notre — mais pas sur les bruits de couloir !

Propos recueillis au téléphone par C. Smuga

GRANDE-BRETAGNE:

un congrès sans allant

Du 3 au 7 septembre, 1 200 délégués du TUC (Trade Union Congress) se sont réunis à Blackpool. Les circonstances de ce congrès étaient tout à fait exceptionnelles : pour la deuxième fois (après Heath en 1970-1974), un gouvernement tente de discipliner le mouvement ouvrier non pas en recourant à la politique du bâton et de la carotte, mais en combinant le bâton (politique économique) et la massue (loi antisyndicale). La carotte est par contre réservée au patronat.

Thatcher et le déclin du capitalisme britannique

Rendre responsable la classe ouvrière du déclin relatif du capitalisme britannique a toujours fait partie de l'arsenal idéologique de la bourgeoisie. Son slogan actuel : "la puissance des syndicats est trop grande". En conséquence le gouvernement Thatcher a passé ses quatre premiers mois à présenter la facture aux travailleurs :

— Les dépenses budgétaires ont été réduites de 3 milliards de Lst. (environ 10 milliards de francs suisses). Ces coupes sombres touchent avant tout les fonctionnaires, le secteur de la santé et celui de l'éducation.
— Les impôts directs ont été diminués, alors que la TVA augmentait de 15 o/o. Les revenus de plus de 10 000 livres en ont profité, alors que les travailleurs ayant un revenu annuel de 6 000 livres paient aujourd'hui 65 livres en plus.

— Enfin, une attention délicate pour les riches : les fonctionnaires de pointe de l'appareil d'Etat (2 000 personnes) ont reçu en 1979 une augmentation de salaire de 25 o/o, alors que les salariés devaient se contenter de 15 o/o.

La réponse du TUC

Le mouvement ouvrier a répondu à cette attaque à son niveau de vie par une série de luttes. Fonctionnaires, travailleurs des chantiers navals, métallurgistes ont montré, par leurs grèves, une volonté de riposter à l'offensive gouvernementale. Pour élargir la base de ces luttes, encore disséminées, une résolution présentée au congrès demandait une mobilisation nationale contre le gouvernement. Malgré la résistance du Conseil général du TUC et des dirigeants syndicaux, la résolution ne fut rejetée que de peu (6,021 millions de voix contre 5,96 millions).

Ainsi une minorité très importante du TUC poussait à la confrontation directe avec le gouvernement. Cela est d'autant plus significatif lorsque l'on pense à la croisade antisyndicale menée par l'ensemble des media.

D'autre part, les débats et leur résultat sur la politique économique ont montré que les syndicats n'avaient pas de réponse à la crise du capitalisme, dont les faiblesses structurelles apparaissent particulièrement clairement dans la situation actuelle.

La signification du débat sur la loi sur les grèves

Les syndicats ont réussi au moins jusqu'à maintenant — avec des résultats différenciés — à empêcher que la restructuration de l'économie se fasse sur leur dos. Cette force des syndicats est donc le but principal que vise toute la politique du gouvernement conservateur. Ainsi, le "Financial Times" écrit : "Si les problèmes (du capitalisme britannique) doivent être abordés, cela demandera alors non seulement un changement de comportement, mais surtout une modification du rapport de forces économique".

Pour pouvoir modifier de manière durable ce rapport de forces, le gouvernement prévoit une série de lois limitant les droits syndicaux.

Le congrès a repoussé de manière décidée ces tentatives (la légalité des piquets de grève est attaquée au premier chef par les plans du gouvernement). Cependant, malgré ces dures condamnations verbales, l'attitude du congrès fut ambiguë. C'est ainsi que le congrès repoussa la rupture des discussions entre le TUC et le gouvernement à propos des lois antisyndicales, ce qui est pour le moins singulier, la direction syndicale, après le non décidé à toutes les limitations, n'ayant plus rien à négocier... Le congrès n'a pas non plus décidé de mesures préventives, pour créer dès maintenant les

conditions d'une large mobilisation à la base contre les futures lois.

La semaine de 35 heures

Un axe important fut décidé par le congrès avec la revendication de la semaine de 35 heures. Les syndicats ont ainsi montré qu'ils ne vivaient pas dans un monde imaginaire — comme le leur reprochaient le ministre des finances et la presse — mais que leur estimation de la capacité du capitalisme à continuer à produire du chômage est très réaliste. Certains dirigeants syndicaux prévoient 2 millions de chômeurs dès 1980. Dans ces conditions, la semaine de 35 heures créerait, selon David Basnett (dirigeant du GMWU, le syndicat des employés communaux), 750 000 nouveaux emplois et l'interdiction des heures supplémentaires, 250 000.

La réalisation

Le congrès a cependant également laissé en suspens la question de la réalisation — c'est-à-dire de la stratégie — de cette revendication. Dès lors, la solidarité avec les luttes actuelles est une tâche particulièrement urgente, afin d'empêcher que ceux qui essaient d'inscrire dans les faits ces belles résolutions ne soient vaincus, sous les yeux du TUC, par l'alliance du patronat et de l'Etat.

D.I.

Suisse-Afrique du Sud

Ils dominent le parlement et les usines,
Et ils profitent de l'apartheid

Sur 200 conseiller nationaux, 90 étaient en 1975 membres de conseils d'administration de sociétés liées à l'Afrique du Sud. Au Conseil des Etats ils étaient 32 sur 44. C'est ce même parlement qui d'un côté défend avec bec et ongles les bonnes relations avec le régime d'apartheid et de l'autre — comme vient de le faire le Conseil des Etats — maintient le régime d'apartheid pour les travailleurs saisonniers en Suisse !

Il y a quelques années, un expert du "régime démocratique suisse", le professeur Gruner expliquait sans ambages : "Il appartient à l'Assemblée fédérale de justifier, face à l'opinion, les compromis élaborés dans des cercles restreints" (Gruner : L'Assemblée fédérale, 1970, page 137). Au moment où tous les partis politiques — y compris le Parti Socialiste ou le Parti du Travail — viennent répéter aux électeurs que leur avenir dépend des choix qu'ils feront le 21 octobre prochain, où la presse et la télévision mettent en scène ce qu'on appelle sans gêne le "jeu démocratique", personne évidemment ne veut se souvenir des propos de M. Gruner ! Ils disent pourtant la vérité : le parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement de décisions et de compromis élaborés ailleurs, dans les commissions et les services de l'administration, et surtout dans les puissants lobbys industriels, financiers et bancaires qui font la loi de la "libre concurrence" dans ce pays comme dans le monde entier.

A côté du lobby nucléaire (la fameuse commission Kohn, du nom de son président également PDG de Motor Columbus), du lobby bancaire (l'Association suisse des banquiers n'a pas caché qu'elle allait discuter, avec M. Chevallaz, la "mise en scène" du règlement de l'affaire de Chiasso), du lobby industriel du Vorort, etc..., celui des intérêts helvétiques en République Sud-Africaine (RSA) n'est pas des moindres. La levée de boucliers contre la plus timide déclaration de Pierre Aubert critiquant l'apartheid (voir encart) le montre.

En l'occurrence, dans les milieux industriels, financiers et parlementaires suisses le "compromis" est clair : silence sur l'apartheid ! Quand on sait que l'essentiel de l'or de RSA est vendu sur le marché libre de Zurich, on peut vraiment dire que le silence est d'or...

Depuis quelques années cependant, ce silence a commencé à être brisé par la campagne anti-Outspan, par les activités du Mouvement Anti-Apartheid Suisse (MAAS). Et tout récemment même par les Nations Unies, dont

l'enquête sur les activités suisses de soutien à l'apartheid n'ont trouvé qu'un écho fort discret dans la presse.

Y aurait-il eu, là encore, règle du silence imposée aux journalistes ? Ceux-ci sont en tout cas d'une extraordinaire indulgence envers les bourreaux racistes d'Afrique du Sud. Dans le Journal de Genève (4 mai 1979), Claude Monnier commentait ainsi l'annonce du droit de créer des syndicats noirs en RSA : "Il est évident que la mise au point d'un système sud-africain à la fois juste et équilibré n'est pas encore pour demain. Mais cela doit-il nous empêcher d'apprécier un pas majeur fait dans la bonne direction ?" Les travailleurs noirs de RSA apprécieront !

Ces syndicats, soumis à un strict contrôle, n'auront en tout cas pas le droit de sortir du cadre des relations de travail et de toucher à des "problèmes politiques". Dans un pays où l'écrasante majorité des travailleurs (les Noirs) sont sans droits, où les conditions d'exploitation sont directement fonction de la couleur de la peau du travailleur, on jugera du "pas fait dans la bonne direction". Quand il s'agit de dénoncer les "boat people", ni le Journal de Genève ni aucun autre organe de presse ne fait preuve d'autant de tolérance...

Les premières réactions à la nouvelle "loi sur les étrangers", débattue ces jours au Conseil des Etats, sont exactement de la même veine : prudence et compréhension pour le statut de saisonnier ! Quoi de surprenant : le statut de saisonnier n'est rien d'autre que le régime d'apartheid pour des milliers de travailleurs en Suisse ! C'est ainsi qu'on vient nous dire qu'il y a des "branches saisonnières" (hôtellerie, construction) qui rendent normal le droit d'embaucher à des salaires insuffisants pour renvoyer le saisonnier après quelques mois au chômage dans son pays d'origine — comme les travailleurs noirs réexpédiés dans leurs "bantoustans".

Prise au "jeu démocratique" parlementaire, la gauche traditionnelle (Parti Socialiste, Parti du Travail) ne dénonce même plus ce parlement pour ce qu'il est : une assemblée impérialiste, xénophobe et de bailleurs de fonds des régimes racistes. En présentant nos candidats aux élections nationales, nous disons clairement : voter LMR, c'est aussi voter pour des candidats qui n'hésiteront pas à dénoncer publiquement ce parlement et la règle d'or du silence qui, derrière le "jeu démocratique", cache les intérêts de l'impérialisme suisse.

DES AMIS BIEN PARTICULIERS

Il existe en Suisse un "Club des Amis de l'Afrique du Sud" qui regroupe des Suisses ayant séjourné et travaillé en Afrique du Sud. Ce club propage une image idyllique de son paradis perdu, en compare l'ordre et la propreté à la misère environnante, et s'en prend avec acrimonie au Mouvement anti-apartheid (auquel il reproche de vouloir semer la zizanie en Azanie), ainsi qu'aux "pasteurs marxistes" qui retiennent de la Bible autre chose que le respect dû au pouvoir établi. Soit.

Là où le bât blesse, c'est quand ce club — restreint par définition — offre au conseiller fédéral Aubert un séjour en Afrique du Sud afin qu'il se convainque sur place des beautés de l'apartheid (Sud Afrika-Brief, März 1979).

Nous sommes bien placés pour affirmer qu'une telle prodigalité excède de beaucoup les moyens d'une modeste association, si celle-ci n'est pas généreusement subventionnée...

Tiré de "Non à l'apartheid", no 10, sept.-oct. 1979

Ceux qui soutiennent le régime raciste

La "sous-commission des Nations Unies pour la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités" a examiné le cas de 2 600 banques, sociétés et organismes qui "accordent diverses formes d'assistance aux régimes colonialistes et racistes d'Afrique australe" (Afrique du Sud, Namibie, Zimbabwe). La presse s'est contentée de ce commentaire : "Pour la Suisse, on y trouve les noms de 17 banques (avec quelques erreurs de noms), de 31 entreprises ainsi que de deux maisons accusées plus spécialement de prêter assistance militaire aux pays d'Afrique australe". Ce qu'on ne dit pas : ces 50 banques et sociétés représentent toutes les "forces vives" du capitalisme suisse !

Aargauische Hypotheken und Landesbank; Banque Leu AG; Banque privée SA; Banque Vaudoise de Crédit; Compagnie Suisse de Réassurance; Gruppe Schweizerische Regionalbanken; Handelskreditbank; Holderbank (holding de Schmiedheiny); La Roche and Co, Pictet, banque privée Genève; Schw. Hypotheken u. Handelsbank; Union de Banques Suisses; Crédit Suisse; Société de Banque Suisse; Swiss Italian Banking Group, Swiss Volksbank, J. Vontobel and Co.

L'appât de l'or sud-africain, dont 80 o/o, vendu sur le marché libre, passe par les banques de Zurich, fait courir ces Messieurs...

Sociétés et industries :

— Aluisse (emploi 500 travailleurs chez Alusaf à Richards Bay : salaires 80 à 100 rands par mois

pour les ouvriers africains, 450 rands par mois pour les employés blancs);

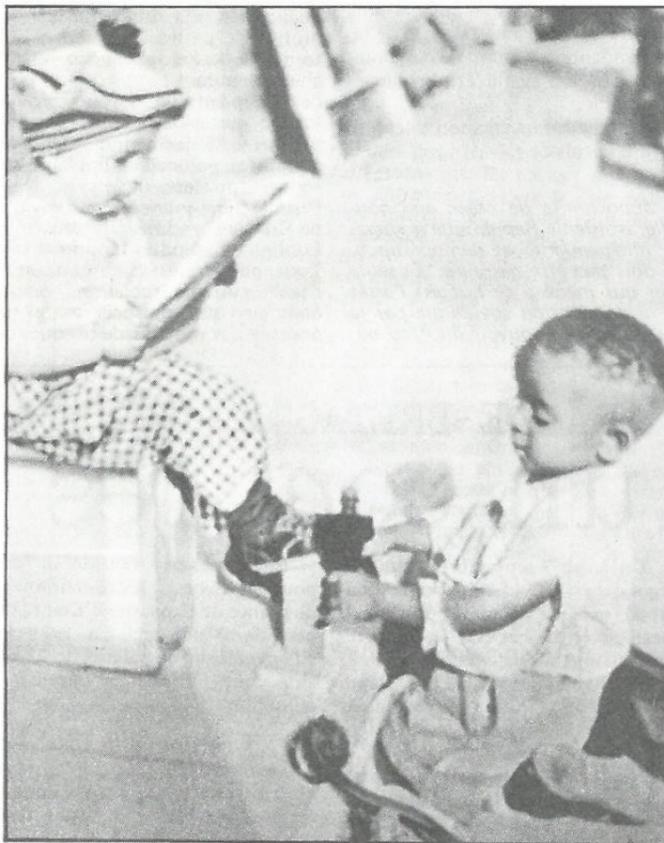
— Nestlé-Alimentana + Unilac (3 000 employés, 68 o/o non blancs dont la plupart gagnent 11 rands par semaine alors que le minimum vital est de 17 rands en 1971; pas de syndicat dans les entreprises Nestlé);

— Everite-Holderbank (3 700 employés dont 72 o/o de noirs, à l'usine de Kliprivier 500 ouvriers gagnent 10,3 rands par semaine, vivent en baraquements et sont renvoyés "après usage" dans leurs bantoustans — comme les saisonniers du même M. Schmiedheiny en Suisse ! Anglo-Alpha, liée à Holderbank, contrôle 40 o/o du marché du ciment en Afrique du Sud...),

Bally SA; Brown Boveri and Cie; Bischoff Textil; Ciba Geigy AG; Cementia Holding AG; Continental Linoleum Union; Danzas AG Bâle; Escher Wyss AG; Fédération Horlogère; Getraco-Finemetall; Handelsgesellschaft AG Zurich; P. Hartmann; Hoffmann-La Roche; Hasler Holding; Mettler-Müller AG; Mine de Chrome; MSC Mediterranean Shipping Company of Geneva; Oerlikon-Buhrle; Panalpina; Reisebüro Kuoni Zurich; Sandoz; Saurer; Schindler Holding; Securitas (même ceux-là !); Suchard Holding; Sulzer AG; Swissair; Wild Heerburg AG; Zuellig AG.

Les deux entreprises accusées d'aide militaire sont Sulzer et... l'inévitable Buhrle-Oerlikon.

"La Suisse du 7 juillet 1979 rapporte ces propos du ministre sud-africain des finances Owen Horwood, venu discuter cet été avec les grandes banques suisses pour accroître leurs investissements en RSA : "Il n'y a aucun pays dans le monde avec lequel nous ayons de meilleures relations dans le domaine économique et financier que la Suisse".



Question de style...

"Je n'ai jamais eu l'intention de faire une politique extérieure sociale-démocrate (...). Un ministre des affaires étrangères radical mènerait la même politique que moi (...). Il aurait sans doute un autre style de travail, mais c'est tout" (Pierre Aubert dans "Sozialismus in der Schweiz").

En effet ! Fidèle serviteur des intérêts de l'industrie suisse, Pierre Aubert court par le monde porter les valises de M. Jolles et de la Division du Commerce extérieur pour décrocher des contrats "intéressants".

Et gare aux faux pas. A la conférence de Lagos, M. Aubert s'était "permis" de critiquer, et avec quelle prudence, les régimes

d'apartheid. Aussitôt, dans tout ce que la Suisse compte de financiers intéressés et de souteneurs ardents de l'Afrique du Sud ce fut un beau tollé de protestations. Le candidat radical genevois Duboule, promoteur romand de la Police Fédérale dite de Sécurité, expliquait à la Radio romande qu'il ne fallait pas rompre nos relations économiques et diplomatiques avec le régime raciste.

Conclusion : en juillet 1979, le Département de M. Aubert annulait une visite de Samora Machel, président du Mozambique. La "Tribune Le Matin" (26 septembre 1979) révèle pourquoi. Le Conseil Fédéral a tout simplement menti, cachant les véritables rai-

sons du refus : "La visite a échoué pour des raisons politiques et non pour des raisons protocolaires", comme l'avait prétendu le Conseil fédéral. Samora Machel proposait en effet une condamnation de l'apartheid encore plus douce que celle de Lagos. "Le Conseiller fédéral Aubert, ajoute la TLM, ne pouvait pas, pendant l'année de sa réélection, prendre le risque d'un nouveau communiqué commun" !

Pierre Aubert suit la logique de son parti : quand la gestion des "intérêts d'Etat" passe avant la défense des intérêts des salariés, on fait tout pour garder son poste !